

ENTREPRISES OCCITANIE

NOV 2025
N°418

LE MAGAZINE DU MEDEF HAUTE-GARONNE

DOSSIER

LES ENTREPRISES S'ENGAGENT POUR TOULOUSE



À LOUER

Toulouse Faubourg Malepère

DES APPARTEMENTS AMÉNAGÉS & PRÊTS À VIVRE POUR LES ACTIFS

TOULOUSE - 210 route de Revel
Disponible au 12/11/2025



T3 dès 865 €
par mois*

T4 dès 1 159 €
par mois*

TOULOUSE - 204 route de Revel
Disponible au 16/12/2025



T3 dès 791 €
par mois*

T4 dès 1 098 €
par mois*

T5 dès 1 395 €
par mois*

Place de stationnement incluse • Cuisine aménagée • Pièce de vie lumineuse
*Toutes charges comprises : eau chaude, froide et chauffage



PAS DE FRAIS
D'AGENCE



LOYERS
ABORDABLES



PRÈS DES COMMERCES
ET SERVICES



09 70 81 89 70

domUP
Louer.
S'installer. Profiter.

domUp est une marque commerciale de Promologis Société Anonyme à Conseil d'Administration - Capital de 167 965 467,50 € -
690 802 053 R.C.S. Toulouse - APE 6820A - Agrément ministériel du 10 mai 2011 - Siège social : 2 rue du Docteur Sanières - CS 90718
- 31007 Toulouse Cedex 6. Informations non contractuelles.

Municipales 2026 : faire du local un antidote au chaos national



Pierre-Olivier Nau
Président du Medef
Haute-Garonne

La France traverse une période politique inédite. Après la démission du gouvernement Bayrou en septembre et celle du Premier ministre Sébastien Lecornu vingt-sept jours après sa première nomination, le « Lecornu 2 » est désormais en place. On espère qu'il parviendra à stabiliser une majorité durable, même si l'incertitude demeure. Ce simple constat révèle la fragilité du pays : depuis les législatives de 2024, aucune coalition ne parvient à durer, et les entreprises avancent dans le brouillard.

Ici, en Haute-Garonne, nous n'avons pas le luxe d'attendre que Paris se rassemble. Une commande reportée, c'est un emploi qui vacille ; un permis qui traîne, c'est un investissement qui glisse d'un trimestre. Dans ce contexte, les municipales de mars 2026 prennent une dimension nationale : elles diront si les territoires peuvent offrir la visibilité que l'échelon central n'assure plus. Le rôle d'un maire devient stratégique. Parce que l'État hésite, il revient aux communes d'apporter un cap clair : règles d'urbanisme stables, délais d'instruction tenus, foncier identifié, planification énergétique crédible. La stabilité n'est pas un slogan : c'est un calendrier public, des engagements opposables, un suivi partagé avec les acteurs économiques. À cette exigence doit s'ajouter

une stabilité fiscale : maîtriser la taxe foncière, la CFE ou le versement mobilité redonnerait de l'oxygène aux entreprises. Face aux secousses politiques, le Medef refuse d'entrer dans la surenchère budgétaire. Les contre-budgétaires et promesses de dépenses se font au détriment de l'économie réelle : tout le monde parle de recettes, personne des charges. C'est pourtant là que se joue la compétitivité. Sortons de cette logique à court terme pour remettre l'investissement, l'emploi et la formation au cœur du débat. L'instabilité actuelle a déjà des conséquences : avertissements des agences de notation, tensions sur les marchés, hausse des taux. La facture retombe sur les TPE, PME et ETI : crédits plus chers, chantiers retardés, embauches différées. La réponse locale doit être simple et concrète : sécurité juridique, simplicité administrative, mobilités du quotidien, logements pour les actifs, montée en compétences via nos campus, CFA et branches professionnelles.

Le maire devient un repère. Ce bon sens local, ce pragmatisme de proximité, c'est ce dont le pays a besoin. Les élus locaux, en préférant leurs administrés, montrent la voie d'un modèle fondé sur la responsabilité et la stabilité – un modèle dont l'État ferait bien de s'inspirer.

Nous avons la chance, en Haute-Garonne, d'appartenir à un territoire moteur : l'aéronautique tire encore l'économie européenne. Mais malgré ce luxe, nous souffrons presque autant que les autres. Si même les régions les plus dynamiques peinent à respirer, que reste-t-il aux autres ?

Nous appelons à des feuilles de route réalistes, proportionnées, qui ouvrent des marchés aux entreprises locales. Une commande publique exemplaire – mais accessible aux PME – sera le meilleur accélérateur de croissance.

J'invite chaque exécutif municipal à instaurer un rendez-vous économique trimestriel avec les représentants des entreprises pour traiter les irritants, arbitrer et publier les résultats. Et surtout, à sanctuariser la stabilité réglementaire à l'échelle du mandat : pas de zigzag au gré des vents nationaux.

En mars 2026, le vote sera local par le bulletin, mais national par ses effets. Rendons à nos territoires le pouvoir de sécuriser l'investissement, l'emploi et la formation. Dans l'orage politique, faisons de la Haute-Garonne un port où l'on puisse appareiller et grandir. ■



BMW iX3.
La première d'une grande lignée.



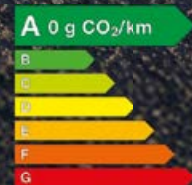
805 km

Autonomie max. WLTP / Plus d'informations >
Ou RDV chez PELRAS Toulouse.



PELRAS
BMW Store Toulouse

145, rue Louis Nicolas Vauquelin 31100 TOULOUSE
T/ 05 34 608 608 - www.pelras.fr



SOMMAIRE

10

VIE DU MEDEF 31

10 RETOUR EN IMAGES

12 La REF 2025

révèle un état d'esprit combatif et solidaire des chefs d'entreprise

15 Le nouveau consensus européen :

quand le Medef porte le sursaut économique français

18 Top Éco Tonight Show :

quand l'économie devient un spectacle

22 L'ACTION DES COMMISSIONS

- Facturation électronique : le Medef Haute-Garonne mobilise les entreprises autour d'une réforme majeure

26 TÉMOIGNAGES DES MANDATAIRES

- Marc Darolles : « Être administrateur de l'Urssaf, c'est agir pour les entreprises dans un cadre exigeant et utile »

28 NOS ADHÉRENTS ONT LA PAROLE

- Valérie Servage : « Être au plus près des dirigeants pour accompagner leurs projets en Occitanie »
- Christophe Bénéton : « Nous portons une vision économique, durable et humaine »

32 ACTU JURIDIQUE



34

DOSSIER

LES ENTREPRISES S'ENGAGENT POUR TOULOUSE

Interview exclusive de Patrick Martin,
président du Medef

48

ACTUALITÉS DES ENTREPRISES

48 ACTUS EN BREF

52 FOCUS

- Groupe Carré
- Groupe Poncin

57 NOUVEAUX VISAGES

63

AVIS D'EXPERTS

63 PREVALY

Mathieu Leroy, directeur de l'hôtel
Courier Sud

64 CEP

Marie Delon, directrice de projet

66 HECTOR LE COLLECTOR

Valentin Famose, co-fondateur

68 PELRAS TOULOUSE

Anthony Merle, directeur des relations
et ventes entreprises

69 CFA TOULOUSE BLAGNAC

Thomas Fantini, président

70 DAL CIN & ASSOCIÉS

Stéphane Dal Cin, fondateur

71 MALAKOFF HUMANIS

Anthony Jabre, directeur indemnisation
et médical

72 HALTE EN COCAGNE

Caroline de Cambiaire, propriétaire et
fondatrice

73 MICE OCCITANIE

58

UN OCCITANIEN À LA UNE

GÉRARD BERTRAND,
PROPRIÉTAIRE DES DOMAINES
GÉRARD BERTRAND

74

LE RENDEZ-VOUS ARTY

81

SORTIES

ON N'ATTIRE PAS LES SALARIÉS AVEC UN BABYFOOT.

Parce qu'il en faut plus pour recruter et fidéliser les collaborateurs,
Crédit Agricole présente **La Banque des Ressources Humaines**

Dirigeants d'entreprise, découvrez la première solution sur-mesure
qui facilite, protège et améliore la vie de vos salariés :

- Épargnesalariale et retraite collective⁽¹⁾
- Titres-restaurants et autres avantages⁽²⁾
- Complémentaire Santé et Prévoyance⁽³⁾



(1) Solutions proposées par Amundi Asset Management (SAS au capital de 1 143 615 555 € - Société de gestion de portefeuille agréée par l'AMF sous le n° GP 04000036 - Siège social : 91-93, boulevard Pasteur, 75015 Paris - France - 437 574 452 RCS Paris) et Crédit Agricole Assurances Retraite (SA au capital social de 350 929 580 € - Fonds de Retraite Professionnelle Supplémentaire régis par le Code des Assurances - Siège social : 16-18, boulevard de Vaugirard, 75015 Paris - 905 383 667 RCS Paris). (2) Solutions proposées par Worklife (SAS et capital de 38 906 € - Siège social : 10, rue de la Vacquerie, 75011 Paris - 533 592 051 RCS Paris). (3) Solutions assurées par PREDICA (S.A. au capital entièrement libéré de 1 029 934 935 €. Entreprise régie par le Code des assurances - Siège social : 16-18, boulevard de Vaugirard, 75015 Paris - 334 028 123 RCS Paris. Renseignez-vous auprès de votre Caisse régionale pour connaître la disponibilité et les conditions des solutions de La Banque des Ressources Humaines. 06/2025 - Édité par Crédit Agricole S.A., agréé en tant qu'établissement de crédit - Siège social : 12, place des États-Unis, 92127 Montrouge Cedex - Capital social : 9 123 093 081 € - 784608416 RCS Nanterre.



Le magazine **Entreprises Occitanie**, n°418 - Novembre 2025 - Éditeur : Pierre-Olivier Nau, président du Medef Haute-Garonne. Directeur de la publication : Boris Restier, délégué général du Medef Haute-Garonne. Supervision éditoriale et rédacteur : Dorian Alinaghi.

Éditeur délégué et régie publicitaire : FFE, www.ffe.fr - 04 30 96 92 03. Directeur général : Benjamin Sarfati, benjamin.sarfati@ffe.fr. Rédactrice en chef déléguée : Daphné Deguines. Directrice de fabrication : Yaël Sibony. Directeur commercial : Laurent Benhamou, 06 17 22 56 52, l.benhamou@revue-medeftoulouse.fr. Service technique : Sophie Rigal : 01 53 36 37 85 - sophie.rigal@ffe.fr. Directrice artistique : Eve Taberna, eve.taberna@gmail.com. Crédits photos : Dorian Alinaghi, Elliot Brandy, Brigitte Hincelin, Diogo Moreira, Émilie Rodriguez. ISSN : 2554-988X. CPPAP : 1225G87999.



Imprimeur : Sprint - Parc Industriel Euronord - 10 rue du Parc - CS 85001 Bruguères, 31151 Fenouillet Cedex
www.fsc.org

LE BAIL RÉEL SOLIDAIRE

le nouveau dispositif
pour devenir propriétaire



Localisation
privilégiée



Constitution
d'un capital



Garantie de **rachat**
et aide à la **revente**

Achetez votre logement sans concession

Comment ? C'est simple, avec le BRS vous achetez le logement, louez le terrain et bénéficiez ainsi d'un prix **20 à 40% moins cher***.

zelidom
Groupe Promologis

zelidom.fr

09 70 80 85 85
(coût d'un appel local)

Zelidom est une marque commerciale de la société Promologis - Société Anonyme à Conseil d'Administration - Capital de 167 966 467,50 € - 690 802 053 R.C.S. Toulouse - APE 6820A - Agrément ministériel du 10 mai 2011.
Siège social : 2, rue du Docteur Sanières - CS 90718 - 31007 Toulouse Cedex 6 Illustration libre interprétation de l'artiste. © Visiolab - Unsplash. * en comparaison avec les prix sur le marché libre.

Zelidom est une marque partenaire d' **ActionLogement** et de la **CAISSE D'ÉPARGNE**

VOS représentants

au Bureau du Medef
Haute-Garonne



Pierre-Olivier Nau
Président



Valérie Jimenez
Présidente déléguée



Céline Bon
Présidente de Prévaly



Stéphane Carcenac
Trésorier



Thomas Fantini
Vice-président Tourisme,
Événementiel et Alimentation



Stéphane Gilet
Vice-président Bâtiment



Nicolas Granier
Vice-président Industrie



Jules Julian
Secrétaire



Henri Mathon
Président de la commission
des mandats



Maguelone Pontier
Co-présidente de la commission
mécénat et philanthropie

Medef Haute-Garonne • Tél. 05 61 14 42 00 • contact@medef31.fr • www.medef31.fr
11 bld des Récollets • Immeuble « Le Belvédère » • 6^{ème} étage • CS 97802 • 31078 Toulouse CEDEX 4

// ÉVÈNEMENTS DU MEDEF 31 //



summer Party
03/07
2025

SOIRÉE ESTIVALE DU COMEX 40 DU MEDEF HAUTE-GARONNE PLACÉE SOUS LE SIGNE DE LA CONVIVIALITÉ ET DE L'ENGAGEMENT ENTREPRENEURIAL, EN PRÉSENCE DE DIDIER LACROIX, PRÉSIDENT DU STADE TOULOUSAIN, VENU PRÉSENTER LE BOUCLIER DE BRENNUS ET SOUTENIR LA VENTE AUX ENCHÈRES CARITATIVE AU PROFIT DE LA FONDATION STADE TOULOUSAIN.



Business dîner
15/07
2025

BUSINESS DÎNER DU MEDEF HAUTE-GARONNE AU MAS TOLOSA, ORGANISÉ EN MARGE DE L'ÉTAPE TOULOUSAINNE DU TOUR DE FRANCE, EN PRÉSENCE DE FIGURES DU CYCLISME DONT YANN LE MOENNER (A.S.O.), CYRIL DESSEL, PASCAL LINO, DARREN RAFFERTY ET JEAN-MARC MARINO. UNE SOIRÉE PLACÉE SOUS LE SIGNE DU SPORT, DU RÉSEAUTAGE ET DU DYNAMISME ENTREPRENEURIAL.



servicz
02/10
2025

AVEC SES 70 M², SES 15 EXPOSANTS ET DES CENTAINES D'ÉCHANGES, LE PAVILLON COLLABORATIF DU MEDEF HAUTE-GARONNE A INCARNÉ TOUTE LA FORCE DU COLLECTIF LORS DE SERVICZ 2025. TOUT AU LONG DE LA JOURNÉE, ANIMATIONS, RENCONTRES ET ÉCHANGES INSPIRANTS ONT RYTHMÉ CE STAND, VÉRITABLE VITRINE DU DYNAMISME, DE LA CRÉATIVITÉ ET DU SAVOIR-FAIRE LOCAL AU SERVICE DE L'ÉCONOMIE.

// LES COMMISSIONS EN ACTION //



Atelier
23/06
2025

ATELIER CONSACRÉ À LA LUTTE CONTRE LES STÉRÉOTYPES EN ENTREPRISE, COORGANISÉ PAR LE MEDEF HAUTE-GARONNE ET LE MEDEF OCCITANIE EN PARTENARIAT AVEC MALAKOFF HUMANIS. UN TEMPS D'ÉCHANGES AUTOUR DES BIAIS COGNITIFS ET DES PRATIQUES DE RECRUTEMENT INCLUSIVES.



commission souveraineté
19/09
2025

LANCEMENT DU CYCLE « GÉOPOLITIQUE BUSINESS » DE LA COMMISSION SOUVERAINETÉ ET SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE DU MEDEF HAUTE-GARONNE, AVEC L'INTERVENTION DE JEAN-CHARLES ANTOINE-NOIREL, DIRECTEUR GÉNÉRAL DU GROUPE PSI SÉCURITÉ. UNE PREMIÈRE SÉANCE DÉDIÉE AUX ENJEUX DE RÉSILIENCE ET D'ANTICIPATION STRATÉGIQUE POUR LES ENTREPRISES.



Femmes du Medef occitanie
3&4/09
2025

LES FEMMES DU MEDEF D'OCCITANIE SE SONT RÉUNIES À PERPIGNAN LES 3 ET 4 SEPTEMBRE 2025, À L'OCCASION DE LEUR RENDEZ-VOUS ANNUEL ORGANISÉ EN PARALLÈLE DU FESTIVAL VISA POUR L'IMAGE. DEUX JOURNÉES DÉDIÉES AUX ÉCHANGES, AU PARTAGE D'EXPÉRIENCES ET AU DÉVELOPPEMENT DU RÉSEAU FÉMININ ENTREPRENEURIAL.

// ACTIONS D'INFLUENCE //



Assemblée Générale
02/07
2025

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU MEDEF HAUTE-GARONNE, À L'ÉCOLE D'INGÉNIEURS DE PURPAN. PLUS DE 120 ADHÉRENTS RÉUNIS AUTOUR DU BILAN 2024, EN PRÉSENCE DE JEAN-LUC MOUDENC, MAIRE DE TOULOUSE ET PRÉSIDENT DE TOULOUSE MÉTROPOLE.



conférences de presse
4/07 & 11/09
2025

LE MEDEF HAUTE-GARONNE TIEN DES CONFÉRENCES DE PRESSE TRIMESTRIELLE POUR ABORDER LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE, LE CONTEXTE BUDGÉTAIRE ET POLITIQUE AINSI QUE NOS PRIORITÉS À L'APPROCHE DES MUNICIPALES 2026. CELLE DU 11 SEPTEMBRE S'EST TENUE EN PRÉSENCE DES BRANCHES PROFESSIONNELLES ADHÉRENTES.



Europe
25/09
2025

EN DÉPLACEMENT À BRUXELLES, LA DÉLÉGATION HAUTE-GARONNAISE A PARTICIPÉ À UNE SÉRIE DE RENCONTRES ET D'ÉCHANGES POUR MIEUX APPRÉHENDER NOS INSTITUTIONS EUROPÉENNES ET COMPRENDRE LE RÔLE DU MEDEF À BRUXELLES.

RETOUR en IMAGES

::: La REF 2025 révèle un état d'esprit combatif et solidaire des chefs d'entreprise

Charles Znaty, président du Medef Paris et porte-parole du Medef national, revient sur les temps forts de la Rencontre des Entrepreneurs de France (REF), organisée fin août à Roland-Garros. L'événement, placé sous le signe du « Jeu décisif : l'heure des choix », a confirmé la volonté du patronat de transformer les crises en opportunités et de peser dans le débat public.



La REF est devenue le grand rendez-vous annuel du Medef. Pouvez-vous nous rappeler ce qui fait l'ADN de cet événement et en quoi il est unique dans le paysage économique et politique français ? La REF est le plus grand événement économique et politique de la rentrée : 13 000 participants, 650 journalistes et 160 intervenants. Mais c'est bien plus que cela. C'est pour le Medef développer l'esprit militant et l'affectio societatis pour renforcer ses capacités d'action et fortifier le sentiment d'unité. C'est fidéliser et élargir le réseau des adhérents pour garantir sa place. C'est renforcer l'influence et le leadership du Medef en mettant en valeur ses propositions.

L'édition 2025, organisée fin août à Roland-Garros, a rassemblé de nombreux décideurs, entrepreneurs et responsables politiques. Quels en ont été, selon vous, les grands temps forts et les messages à retenir ? Chaque édition se construit en

fonction de l'actualité et des combats du Medef. En 2025, le « politique » a été au cœur de l'événement intitulé « Jeu décisif : l'heure des choix ». Et les semaines qui ont suivi ont montré combien Patrick Martin a eu raison de convier François Bayrou, le premier ministre qui a décidé de mettre en jeu son poste sur la question de résorption de la dette mais aussi de faire débattre les chefs de partis politiques, Marine Tondelier, Gabriel Attal, Jordan Bardella, Bruno Retailleau, Manuel Bompard et Fabien Roussel qui sont désormais les maîtres du jeu politique.

Cette année, la REF intervenait dans un contexte particulier, marqué par l'inflation, l'instabilité gouvernementale, le manque de visibilité, une géopolitique complexe... Comment ces enjeux ont-ils nourri les débats ?

Libre-échange, énergies nouvelles, Europe, réindustrialisation, croissance... sont autant d'exemples des débats de la REF mais surtout de solutions à beaucoup de problème que notre pays rencontre.

Au-delà des discours, qu'a révélé cette REF 2025 sur l'état d'esprit des chefs d'entreprise et leurs attentes vis-à-vis des pouvoirs publics ?

Ce que révèle la REF 2025, c'est un état d'esprit combatif et solidaire. Les chefs d'entreprise ne veulent pas subir les crises, ils veulent les transformer en opportunités. Ils attendent des pouvoirs publics qu'ils n'entravent plus le développement des entreprises et la création d'emplois.

Quel rôle joue la REF dans la stratégie globale du mouvement patronal et dans sa capacité à porter la voix des entreprises auprès des décideurs ?

La REF est un levier stratégique essentiel. Elle incarne notre capacité à porter la voix des entreprises et à faire valoir nos propositions dans le débat public. C'est aussi un outil puissant pour fidéliser et élargir notre réseau d'adhérents, en cultivant cet esprit militant qui fortifie notre unité et notre influence. Ce rassemblement donne au Medef l'énergie et la légitimité nécessaires pour peser durablement dans les décisions qui impactent l'économie française.

Quel est le message que vous souhaitez adresser, à travers cette REF 2025, aux entrepreneurs et dirigeants en région, notamment en Occitanie, qui suivent avec attention ces débats nationaux ?

Aux entrepreneurs d'Occitanie et de toutes les régions, je veux dire merci. Vous êtes au cœur de la dynamique économique de France. Votre engagement au Medef est précieux. La REF est construite pour vous, pour vous offrir un espace d'expression, d'échange et de rencontres.

Après cette édition 2025, tous les regards se tournent déjà vers la REF 2026. Quels grands axes ou ambitions souhaitez-vous mettre en avant pour la prochaine édition, et comment imaginez-vous son évolution dans un contexte économique et sociétal en pleine mutation et d'incertitude ?

Patrick Martin souhaite en 2026 renforcer et améliorer ce qui fait le sel de la REF et du Medef. Un événement toujours plus à l'image de notre Mouvement, riche de la diversité, de l'expérience et de l'expertise de ses 200 000 entreprises adhérentes et fort de sa capacité à proposer, à innover et à construire. ■



Le Medef Haute-Garonne était bien représenté parmi les 15 000 participants réunis à Roland-Garros. Valérie Jimenez et Hervé Jouves ont été les têtes de série de notre délégation en participant chacun à une table ronde.

5%15%15%15%15%15%15%15%15%1
%15%15%CHOISISSEZ15%15%15%
15%UNE BANQUE QUI PENSE15%
%15%QU'UN BON MODÈLE15%15%
%15%D'ENTREPRISE CRÉE15%15%
%15%AUSSI DE LA VALEUR15%15%
5%15%POUR LA SOCIÉTÉ15%15%
%15%15%15%15%15%15%15%15%

Avec le dividende sociétal, 15% du résultat net de notre groupe* est consacré à financer des projets environnementaux et sociétaux.

C'est ça être une entreprise à mission.

Retrouvez tous nos engagements sur cic.fr/engagements



Construisons pour que le monde bouge.

CIC SUD OUEST SA au capital de 258 498 240 € - 20 Quai des Chartrons 33000 Bordeaux - RCS Bordeaux 456 204 809
N° ORIAS : 07 027 272. Banque régie par les articles L.511-1 et suivants du Code Monétaire et Financier.

cjc.fr

Le nouveau consensus européen : quand le Medef porte le sursaut économique français

À travers le Front économique, le Medef s'associe à une centaine d'experts et de dirigeants pour proposer une nouvelle doctrine de croissance, d'innovation et de souveraineté. Objectif : replacer la France dans le rythme du « Nouveau Consensus européen ».

Vingt ans trop tôt, puis vingt ans trop tard. Cette expression résume le paradoxe français au cœur du texte « *Le Nouveau Consensus européen et le contretemps français* », publié à l'initiative du Front économique, une plateforme d'experts, d'universitaires et de chefs d'entreprise soutenue par le Medef national. Fruit de plusieurs mois de travail collectif, ce document signé par près d'une centaine de personnalités — parmi lesquelles Philippe Aghion, Patrick Artus, Anne-Sophie Alsif, Pierre-André de Chalendar, Philippe Varin ou encore Dominique Calmels — propose un cadre stratégique pour redresser le modèle français et lui redonner sa place dans la dynamique européenne. Il dresse un constat lucide : la France, longtemps pionnière d'une politique industrielle et souveraine, se trouve aujourd'hui distancée par une Europe qui a su mettre en œuvre les politiques qu'elle avait elle-même imaginées.

Une doctrine européenne portée par les entreprises

Derrière ce manifeste, le Medef joue un rôle moteur. L'organisation patronale a contribué à la structuration du Front économique, convaincue que la transformation du modèle français passe par la voix des entreprises et par une action collective entre acteurs publics et privés. Ce texte s'inscrit dans une volonté partagée par le monde économique : redonner à la France les moyens d'agir, d'investir et d'innover dans un cadre européen repensé. *Le Nouveau Consensus européen* marque en effet une inflexion majeure. Il rompt

avec les décennies de dogme budgétaire et de libre-échange absolu, au profit d'un modèle articulé autour de la souveraineté économique, de la compétitivité industrielle et de la résilience énergétique.

La France en retard d'un cycle

Si la France reste la septième puissance mondiale, elle souffre d'un ralentissement structurel. Son PIB par habitant est passé du 12^e au 25^e rang mondial, sa productivité a reculé de 3,5 points depuis 2019, et son endettement dépasse désormais les niveaux observés dans la plupart des pays de l'Union européenne.

Les auteurs parlent d'un « contretemps français » : un pays qui, après avoir inspiré les grandes lignes de la politique industrielle européenne, se retrouve aujourd'hui empêché de les appliquer pleinement. Le retard accumulé en matière de réformes, de simplification normative et de maîtrise budgétaire pèse sur la capacité du pays à agir. Ce décalage historique est d'autant plus visible que l'Europe, elle, s'est engagée

“
Le « *Nouveau Consensus européen* » n'est pas une théorie, mais un appel à agir.

Le Nouveau Consensus européen et le contretemps français



Fruit d'un travail collectif réunissant plus de cent économistes, dirigeants et chercheurs européens, le *Nouveau Consensus européen* propose une refondation du modèle économique du continent autour de trois piliers : produire davantage et mieux, mobiliser pleinement le travail, et réallouer les ressources publiques vers l'investissement productif.

dans un tournant stratégique, notamment depuis le rapport Draghi sur la compétitivité, adopté par le Conseil européen en 2024. Réarmement industriel, relance de la politique énergétique, investissements massifs dans l'innovation : le continent adopte enfin la ligne qu'avait défendue la France il y a vingt ans.

Produire, mobiliser, réallouer : les trois leviers du redressement

Pour sortir du statu quo, le Front économique identifie trois leviers prioritaires, que le Medef partage et promeut.

Le premier est celui de la production et de l'innovation. Le texte préconise un « choc TIMSS » pour relever le niveau d'éducation scientifique, investir dans la recherche et simplifier le cadre fiscal des entreprises. L'objectif : faire passer la France d'une économie de rattrapage à une économie de création.

Le deuxième repose sur la mobilisation du travail, à travers une meilleure inclusion des jeunes, des seniors et des personnes peu qualifiées, mais aussi une adaptation des politiques migratoires aux besoins économiques réels. Enfin, le troisième levier concerne la

réallocation des ressources publiques, afin de financer prioritairement l'investissement productif. Cela implique de revoir la structure des dépenses et de réduire les impôts de production, qui atteignent aujourd'hui 4,6 % du PIB, soit 130 milliards d'euros, presque le double de la moyenne européenne. Le texte insiste : les marges budgétaires doivent être retrouvées non par l'austérité, mais par la sélectivité et l'efficacité de la dépense.

Réindustrialisation, IA et énergie : une ambition commune

Au-delà des chiffres, le consensus met en avant des axes concrets où la France dispose d'un avantage comparatif unique.

L'un des piliers est la souveraineté énergétique : avec une électricité parmi les moins chères et les moins carbonées d'Europe, la France possède un levier essentiel pour la réindustrialisation et la décarbonation.

Le deuxième pilier est l'intelligence artificielle, dont la maîtrise conditionnera la compétitivité future du pays. Le document propose de former 300 000 personnes par an — étudiants, salariés

et dirigeants — afin de combler le retard face aux États-Unis et à la Chine. Ces priorités rejoignent les combats portés par le Medef : valoriser l'industrie, renforcer les compétences et placer l'innovation au cœur de la stratégie nationale.

Un nouveau leadership économique à construire

À travers son engagement dans le Front économique, le Medef réaffirme sa vocation d'acteur de transformation et de dialogue. Cette contribution collective ne se limite pas à un exercice intellectuel : elle trace une feuille de route pour les années à venir, en réconciliant ambition européenne et exigence de compétitivité.

Alors que l'Union européenne s'aligne sur une vision stratégique proche de celle défendue depuis longtemps par la France, le défi est désormais interne : retrouver la discipline, la cohérence et la confiance nécessaires pour redevenir un moteur du continent.

Le Medef, aux côtés des entrepreneurs, s'inscrit pleinement dans cette perspective. Le « *Nouveau Consensus européen* » n'est pas une théorie, mais un appel à agir. Un appel à replacer les entreprises, l'innovation et la production au centre du projet français et européen. |

COMPRENDRE LE « NOUVEAU CONSENSUS EUROPÉEN »

Le document complet « *Le Nouveau Consensus européen et le contretemps français* » est accessible en ligne en scannant le QR code ci-dessous :



Antoine | Toulouse



Au secours je dois rédiger mon Document Unique (DUERP) : Comment faire ?

Vous accompagner et vous outiller pour réaliser votre DUERP, c'est aussi notre mission !



Découvrez notre offre sur www.prevaly.fr



prevaly
Votre partenaire
Prévention Santé Travail

Prevaly, c'est l'engagement de 400 collaborateurs pour préserver la santé des salariés et des dirigeants.

Top Éco Tonight Show : quand l'économie devient un spectacle

À Toulouse, plus de 350 dirigeants se sont réunis pour une soirée inédite alliant humour, inspiration et géopolitique. Une démonstration éclatante de la force du réseau du Medef Haute-Garonne.



VOUS SOUHAITEZ ACHETER
LE TOP ECO PAPIER OU
NUMÉRIQUE ?



Le 16 septembre dernier, La Cabane – Halles de la Cartoucherie a pris des airs de studio télé. Sous les projecteurs, un plateau digne des grands late-night shows, des micros, une mise en scène millimétrée... et une énergie collective rare. Le Top Éco Tonight Show, imaginé par le Medef Haute-Garonne, a rassemblé plus de 350 dirigeants, partenaires et acteurs économiques pour une soirée résolument pas comme les autres. Entre débats, rires et séquences inspirantes, l'événement a prouvé qu'il était possible de parler d'économie autrement, en conjuguant information, émotion et spectacle.

« Le Medef, c'est une équipe qui agit »

L'ouverture de la soirée a été marquée par l'intervention de Pierre-Olivier Nau, président du Medef Haute-Garonne, qui a rappelé l'ADN du réseau et la puissance de la cohésion entrepreneuriale. « Le Medef Haute-Garonne n'est pas un simple annuaire, c'est une équipe en mouvement, qui agit ensemble et qui fait avancer le territoire », a-t-il déclaré. « Dans un monde incertain, notre boussole reste l'entreprise, l'emploi et la transmission. Notre force, c'est la confiance et l'entraide. » Son message, salué par de longs applaudissements, a donné le ton : celui d'un collectif solide, bienveillant et ambitieux, tourné vers l'avenir.

Lucas Menget, témoin du monde et invité d'exception

Sur scène, Lucas Menget, journaliste, correspondant de guerre, auteur et réalisateur, a captivé l'audience. Habitué aux terrains de conflit – des Balkans à l'Irak, de l'Afghanistan à l'Ukraine – il a partagé un témoignage à la fois lucide et sensible sur la complexité du monde contemporain. Son intervention, empreinte d'humanité, a su



Pierre-Olivier Nau, président du MEDEF Haute-Garonne, a salué la force du collectif et la vitalité du réseau entrepreneurial local.

UNE RÉUSSITE COLLECTIVE SALUÉE

Le Top Éco Tonight Show doit sa réussite à l'investissement de toute une équipe et au soutien fidèle de ses partenaires que nous remercions : CIC, Fédération BTP Haute-Garonne, Harmonie Mutuelle, Perlas, Prévaly, et La Cité des Formations et des Apprentissages Toulouse Blagnac. Remerciements également aux équipes de La Cabane – Halles de la Cartoucherie pour leur accueil et leur professionnalisme, offrant un cadre moderne et convivial à ce grand rendez-vous économique.

faire le lien entre les grands bouleversements internationaux et leurs répercussions économiques et sociales. « Comprendre les tensions du monde, c'est aussi anticiper les mutations économiques. Les dirigeants ont un rôle clé à jouer dans cette lecture du réel », a-t-il souligné. Cette plongée au cœur de l'actualité mondiale a offert un souffle inédit à l'événement, transformant le plateau en un lieu de réflexion et d'ouverture.

L'humour comme lien entre les membres du réseau

Le ton de la soirée n'a jamais perdu sa convivialité. L'un des moments phares fut un jeu humoristique mettant à l'honneur des partenaires et membres du bureau du Medef, dans une ambiance complice et décontractée. Les rires ont fusé, renforçant ce sentiment d'appartenance propre à la communauté entrepreneuriale. Sous la houlette de Thomas Lage (Waruz ➡



Journaliste, correspondant de guerre et auteur, Lucas Menget était l'invité de marque lors de la deuxième édition du Top Éco Tonight Show.

➡ Production), maître de cérémonie, le rythme du show est resté fluide et entraînant, alternant contenus de fond, surprises et clins d'œil légers.

Une nouvelle manière de rassembler

En mariant esprit d'entreprise et codes du divertissement, le Medef Haute-Garonne a prouvé qu'il savait réinventer les formats et rassembler autour de valeurs fortes : l'innovation, la solidarité et l'audace. Cette deuxième édition du Top Éco Tonight Show a posé les bases d'un nouveau concept fédérateur, appelé à revenir. « Cette soirée a montré que notre réseau sait s'unir, partager et se renouveler », a conclu Pierre-Olivier Nau, en remerciant les partenaires et l'ensemble des participants. ■



**TOP ÉCO 2026 :
LE CLASSEMENT DES GRANDES
ENTREPRISES D'OCCITANIE**

Publié dans un contexte de crise nationale, le Top Éco 2026 met en lumière la vitalité mais aussi les fragilités du tissu économique régional. Si l'aéronautique reste un pilier solide, d'autres secteurs comme la rénovation énergétique ou le numérique connaissent un ralentissement marqué. Ce panorama, qui recense plus de 1 200 entreprises, reflète la capacité d'adaptation d'un territoire en mutation. Pour le Medef Haute-Garonne, cette édition rappelle combien la cohésion du réseau et la valorisation des initiatives locales sont essentielles pour soutenir la compétitivité régionale. Cet annuaire est disponible sur le site d'Entreprises Occitanie.



CARCENAC
CONSEIL
CESSION & ACQUISITION

**POUR LA CROISSANCE
ET LA PÉRENNITÉ DES
PME D'OCCITANIE**



- > VOUS PROJETEZ UNE TRANSMISSION ?
- > VOUS ÊTES EN RECHERCHE D'ACQUISITION ?
- > VOUS ÊTES EN RECHERCHE D'INVESTISSEURS ?
- > VOUS SOUHAITEZ ÉTABLIR LA VALORISATION DE VOTRE ENTREPRISE ?



PME à potentiel, en trajectoire vers l'ETI



Entreprise en objectif de croissance externe



Cédant en recherche d'une transmission sécurisée et justement valorisée

Notre vocation est de créer de la valeur pour vos entreprises, dans la conduite d'opérations comprises entre 3 et 30 millions d'euros de valorisation.

Nous entendons vous rendre plus simples et accessibles les services d'une banque d'affaires, trop souvent complexes et onéreux.

Ancré localement, avec un périmètre d'action national et international, Carcenac Conseil est à vos côtés dans les moments-clés de votre parcours entrepreneurial.

STÉPHANE CARCENAC
Président | Fondateur

L'ACTION DES COMMISSIONS

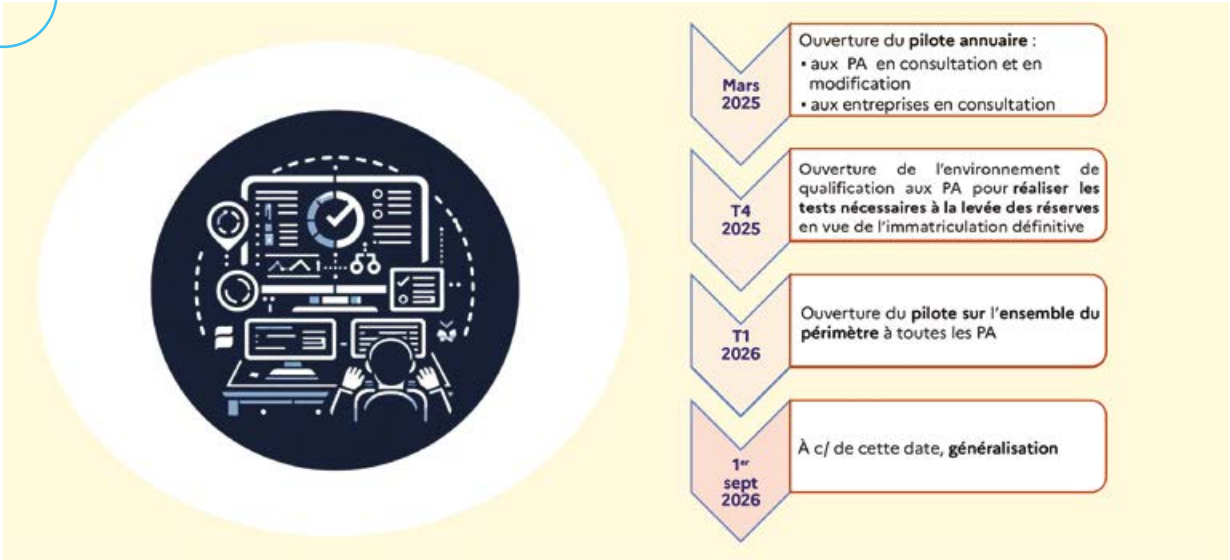
Facturation électronique : le Medef Haute-Garonne mobilise les entreprises autour d'une réforme majeure

Le 30 septembre, la commission fiscalité du Medef Haute-Garonne présidée par Patricia Lyautey-Carcenac a organisé un afterwork au Grand Hôtel d'Orléans à Toulouse, en partenariat avec la Banque Populaire Occitane et la Direction régionale des finances publiques. Dirigeants, conseils et avocats fiscalistes, experts-comptables et responsables financiers étaient réunis pour décoder une réforme qui transformera en profondeur les pratiques administratives et fiscales des entreprises françaises dès 2026.



Des membres de la commission fiscalité du Medef Haute-Garonne, entourés de représentants de la DRFiP et de la Banque Populaire Occitane.

Le compte à rebours est enclenché : à partir du 1^{er} septembre 2026, toutes les entreprises françaises, quel que soit leur statut, devront être capables de recevoir des factures électroniques. Pour les grandes entreprises et les ETI, cette date marquera aussi le début de l'obligation d'émission. Les PME et micro-entreprises bénéficieront d'un sursis d'un an, jusqu'au 1^{er} septembre 2027, pour se conformer pleinement. La réforme, issue de l'article 26 de la loi de finances rectificative pour 2020, repose sur un ensemble de textes d'application précis : le décret n° 2022-1299 du 7 octobre 2022, l'arrêté du même jour, ainsi que le décret n° 2023-377 du 16 mai 2023, qui introduit la signature électronique qualifiée ou le cachet électronique qualifié pour garantir la sécurité et l'authenticité des factures.



Calendrier du déploiement au niveau national.

« Cette réforme ne doit pas être vue comme une contrainte mais comme une opportunité pour renforcer la compétitivité et la transparence des entreprises », a rappelé Pierre Maurel, inspecteur à la DRFiP Occitanie, soulignant que la France est l'un des premiers pays européens à adopter un modèle aussi structuré, en avance sur la future directive européenne « ViDA » (VAT in the Digital Age).

Trois piliers et une ambition : simplifier, sécuriser et moderniser

Le dispositif s'articule autour de trois obligations majeures :

- l'émission électronique des factures (e-invoicing) entre entreprises assujetties à la TVA en France ;
- la transmission électronique des données de transaction (e-reporting) pour les opérations non domestiques, notamment à l'international ou avec des particuliers ;
- le reporting des paiements, visant les prestations de service et les encaissements.

Cette architecture permettra à l'administration d'avoir une vision quasi

en temps réel des flux économiques, d'anticiper les tensions de trésorerie et de mieux lutter contre la fraude à la TVA, qui représenterait plusieurs milliards d'euros chaque année. L'objectif est aussi économique : le coût de traitement d'une facture papier estimé entre 13 et 14 € pourrait chuter à moins de 4 € grâce à la dématérialisation, générant des gains considérables pour les entreprises, mais également

des contraintes de restructuration des services internes

Le nouveau circuit de la facture électronique
Fini les envois par email ou courrier : les échanges passeront désormais par des plateformes de dématérialisation partenaires (PDP) ou par le Portail public de facturation (PPF), une évolution du portail Chorus Pro. ➡

LA BANQUE POPULAIRE, PARTENAIRE DE LA TRANSITION

Partenaire de l'événement, la Banque Populaire Occitane a apporté son éclairage sur les enjeux financiers et de sécurité. « La digitalisation des flux augmente aussi les risques de fraude au virement et au changement de RIB. Chaque entreprise doit renforcer ses contrôles et adopter des solutions sécurisées », a souligné Stéphane Revel, délégué commercial à BPCE Payment Services. L'établissement propose des outils intégrés pour connecter la facturation, la trésorerie et les paiements, dans un environnement numérique conforme aux normes imposées par la DGFIP. L'objectif : sécuriser les flux financiers tout en fluidifiant les échanges entre clients et fournisseurs.

➡ Ces plateformes, immatriculées par la DGFIP, seront au cœur du dispositif : elles réceptionneront, convertiront et transmettront les factures sous format XML, éventuellement accompagnées d'un PDF pour lecture simplifiée. Un annuaire national, ouvert depuis septembre 2025, permettra d'identifier la plateforme choisie par chaque entreprise et d'assurer le bon routage des factures. La liste officielle des PDP qualifiées a été publiée le 20 septembre 2024, garantissant aux entreprises un écosystème fiable et sécurisé.

Les précisions juridiques et calendaires

L'article 91 de la loi de finances 2024 fixe le calendrier définitif :

- 1^{er} septembre 2026 : obligation de recevoir pour toutes les entreprises, obligation d'émettre pour les grandes entreprises et ETI ;
- 1^{er} septembre 2027 : obligation d'émettre pour les PME et micro-entreprises.

« Les opérations internationales, exportations et B2C ne seront pas soumises à la facturation électronique stricte, mais devront être déclarées via le mécanisme d'e-reporting, permettant à l'État de collecter les informations essentielles sur les montants, les TVA et les flux de paiement. » ajoute-t-il. Le décret n° 2024-266 du 25 mars 2024 instaure un régime transitoire pour l'immatriculation des opérateurs et la phase de tests techniques avant la généralisation.

L'appui des avocats fiscaliste et experts-comptables : un accompagnement indispensable

Les avocats fiscalistes et les experts-comptables présents ont insisté sur la nécessité d'une préparation rigoureuse des entreprises « Cette réforme va bien au-delà d'un simple changement d'outil », a précisé Pierre Maurel, inspecteur à la DRFiP Occitanie. « Il faut cartographier les flux de facturation, identifier les cas d'usage, vérifier la qualité des données, anticiper les rejets et surtout former les équipes. »

LE RÔLE FÉDÉRATEUR DU MEDEF HAUTE-GARONNE

Par cette initiative, la commission fiscalité du Medef Haute-Garonne – composée de Patricia Lyautey-Carcenac, Jean-Georges Thouvenot, Annick Amigo, Pierre-Emmanuel Cot Quilici, Irène Goaziou, Estelle Michelotti, Sid-Ahmed Berrabah, Martine Drevet-Lapassade, Martial Da Silva et Paul Lité – s'affirme comme un acteur de proximité essentiel pour accompagner les entreprises dans cette mutation. « Notre mission est de créer des passerelles entre les acteurs publics, les experts-comptables, les avocats et conseils, les banques et les entreprises. C'est ensemble que nous réussirons cette transformation », ont résumé les membres de la commission. L'événement a démontré la pertinence d'un accompagnement collectif et a offert un espace d'échange constructif entre la DRFiP, les conseillers fiscaux et les dirigeants régionaux.



Patricia Lyautey-Carcenac, présidente de la commission fiscalité du Medef Haute-Garonne.

Les avocats fiscalistes accompagneront les entreprises dans l'analyse de leurs process internes, la connaissance et l'actualisation des données juridiques et fiscales. Les cabinets d'expertise comptable, deviennent des acteurs majeurs de cette transformation. Ils accompagnent leurs clients dans le choix de la plateforme, la mise en conformité et la vérification des formats techniques (Factur-X, UBL, CII/UNCEFACT).

Des cas d'usage concrets et des situations particulières

La réforme prend en compte 36 cas d'usage spécifiques. Certains concernent les notes de frais, les secteurs réglementés (avocats, santé, BTP) ou encore les opérations triangulaires intra-UE. Dans ces cas, la transmission des données doit être adaptée, notamment lorsque des tiers ou des données sensibles sont impliqués. Le cas d'usage n° 36, par exemple, encadre la gestion des données soumises au secret professionnel, garantissant leur confidentialité tout en respectant les obligations déclaratives. Le décret du 16 mai 2023 impose que chaque facture électronique soit signée électroniquement ou cachetée afin d'en garantir l'intégrité et la traçabilité. Les PDP doivent être certifiées et respecter des standards stricts : ISO 27001, hébergement en France ou dans l'UE, chiffrement des données, journalisation des transactions et archivage probant sur 10 ans. Les entreprises devront s'assurer que leurs outils logiciels, leurs ERP ou leurs prestataires intègrent ces exigences. Une facture non conforme pourrait être rejetée, entraînant un retard de paiement ou une non-déductibilité de TVA.

Une préparation à mener dès aujourd'hui

Pour les entreprises, « la clé est l'anticipation et la conduite de la réforme en mode projet » comme a pu l'indiquer



Une trentaine de chefs d'entreprises ont participé à l'afterwork du 30 septembre au Grand Hôtel d'Orléans à Toulouse.

Martine Drevet-Lapassade, avocate associée au Cabinet d'avocats d'affaires FIDAL: récupérer les numéros SIREN et SIRET de tous les partenaires commerciaux ; vérifier la compatibilité de leurs outils de facturation avec les PDP ; formaliser les procédures internes de validation et de paiement ; former les collaborateurs à la lecture et au traitement d'une facture électronique. « Une facture sans les bonnes mentions ne sera pas reconnue. Et sans réception, pas de paiement. C'est tout un cycle qu'il faut fiabiliser », a averti Estelle Michelotti, avocate associée à PWC Avocat.

Une réforme technique... mais aussi culturelle

Derrière les lignes de code et les formats XML se joue une véritable évolution culturelle : celle d'un dialogue simplifié, sécurisé et harmonisé entre les entreprises et l'administration. Le Conseiller des entreprises, service

gratuit mis en place par la DGFIP, complète cet accompagnement en proposant des réponses personnalisées sur la facturation électronique, la fiscalité et la prévention des difficultés économiques. La facturation électronique n'est plus un horizon lointain : elle devient une obligation imminente et un levier stratégique. En Occitanie, le Medef Haute-Garonne s'impose comme un acteur pivot de la pédagogie économique et de la préparation collective. Le 1^{er} septembre 2026 marquera un tournant pour toutes les entreprises françaises. Celles qui auront anticipé cette transition disposeront d'un atout concurrentiel décisif : conformité, productivité et sécurité. En rassemblant experts, banquiers et dirigeants, le Medef Haute-Garonne transforme une obligation réglementaire en un projet collectif au service de l'efficacité et de la confiance économique.

TÉMOIGNAGES DES MANDATAIRES

... « Être administrateur de l'Urssaf, c'est agir pour les entreprises dans un cadre exigeant et utile »



Marc Darolles

Président de l'Urssaf Midi-Pyrénées

Élu président de l'Urssaf Midi-Pyrénées il y a 5 ans, Marc Darolles revient sur son engagement dans ce mandat à forte responsabilité. Acteur de terrain et représentant du Medef Haute-Garonne, il partage sa vision d'une institution en transformation, plus proche des entreprises et au service de l'intérêt général.

Quel a été votre parcours avant de prendre la présidence de l'Urssaf Midi-Pyrénées ?

Je suis entrepreneur depuis plus de 30 ans et j'ai toujours considéré essentiel de m'investir dans des mandats au service de la collectivité économique. Avant l'Urssaf, j'ai été juge au conseil de prud'hommes, administrateur Urssaf pendant 15 ans, et très actif dans les instances paritaires. Ce mandat s'inscrit donc dans une continuité logique, avec un objectif clair : représenter les entreprises dans des organismes qui impactent directement leur quotidien.

L'Urssaf souffre encore parfois d'une image rigide. Quelle est sa réalité aujourd'hui ?

L'Urssaf, ce sont d'abord des chiffres : 397 000 usagers, dont 250 000 entreprises cotisantes. C'est un acteur majeur de la protection sociale, chargé de collecter les cotisations pour les redistribuer. Mais aujourd'hui, son rôle dépasse la seule logique de recouvrement : l'Urssaf est aussi un accompagnateur des entreprises, notamment les créateurs. Elle fournit également des statistiques économiques fiables, très précieuses pour suivre l'évolution de l'emploi et de la masse salariale par secteur.

Comment agit l'Urssaf en cas de difficultés pour les entreprises ?

Nous disposons de commissions spécifiques, notamment pour examiner

les recours des employeurs confrontés à des contrôles ou des échéanciers de paiement, parfois liés à la période Covid. Nous travaillons en lien étroit avec le tribunal de commerce, le parquet, et d'autres acteurs comme les commissaires aux restructurations. Il y a une volonté réelle de dialogue, de prévention, d'accompagnement. Et bien sûr, il existe aussi un enjeu de lutte contre le travail dissimulé : en 2024, cela a représenté 1,6 milliard d'euros de redressements au niveau national.

Un regard ambivalent pèse encore sur l'Urssaf. Que faites-vous pour améliorer cette perception ?

L'une de mes priorités est justement de démystifier l'Urssaf, en particulier auprès des PME. Nous avons noué de nombreux partenariats avec les maires, les députés, et les représentants locaux pour expliquer concrètement le rôle de l'Urssaf, au-delà de la collecte. Une convention a par exemple été signée avec l'Association des maires de France, pour permettre à chaque élu de terrain de comprendre comment orienter les entrepreneurs de leur commune. L'idée est d'ouvrir les portes, de répondre, d'aider. Et cela fonctionne : les retours sont très positifs.

Quel rôle joue votre engagement patronal dans ce mandat ?

Il est central. Un mandat comme celui-ci implique une forte présence. Ce n'est pas une fonction où l'on peut être

“ L'Urssaf est aussi un accompagnateur des entreprises, notamment les créateurs. Elle fournit également des statistiques économiques fiables, très précieuses pour suivre l'évolution de l'emploi et de la masse salariale par secteur. ”



Siège régional de l'URSSAF Midi-Pyrénées.

spectateur. Je suis très impliqué dans les relations avec les équipes de l'Urssaf, tant au niveau régional que départemental, et je participe activement aux travaux du conseil d'administration. Cela demande de l'investissement personnel, mais c'est aussi un moyen concret de faire entendre la voix des entreprises.

Quelles qualités sont nécessaires pour être un bon représentant patronal ?

La disponibilité, d'abord. Il faut pouvoir consacrer du temps, s'impliquer, être présent. Ensuite, la compétence :

comprendre le droit de la sécurité sociale, les enjeux du travail, du recouvrement. Enfin, l'engagement. Car sans engagement réel, ce type de mandat perd tout son sens. Il ne s'agit pas seulement de siéger, mais d'animer, de représenter, de faire remonter les problématiques du terrain.

Ce mandat a-t-il changé votre regard sur la protection sociale ?

Oui, sans aucun doute. Même si j'avais déjà une bonne connaissance du sujet, j'ai pu mesurer l'évolution de l'Urssaf, notamment dans sa posture. Aujourd'hui, elle est plus proche des

cotisants, plus proactive dans l'accompagnement. Mieux accompagner les entreprises, c'est aussi mieux sécuriser les recettes. Cette logique est gagnante pour tout le monde.

Quel message adresseriez-vous aux chefs d'entreprise qui hésitent à s'engager ?

Il faut être lucide : c'est un engagement exigeant, qui demande du temps et de la constance. Mais c'est un formidable levier pour peser dans les décisions, pour faire avancer des idées, pour représenter réellement les entrepreneurs. Si l'on n'est pas prêt à s'investir, mieux vaut ne pas y aller. Mais si l'on franchit le pas, on devient un acteur utile, respecté, et pleinement engagé dans la vie économique.

En une phrase, comment résumeriez-vous ce que ce mandat vous apporte ?

C'est un mandat exigeant, mais c'est surtout un rôle d'acteur efficace au service des entreprises – un rôle que je suis fier d'assumer chaque jour. ■

NOS ADHÉRENTS ONT LA PAROLE

« Être au plus près des dirigeants pour accompagner leurs projets en Occitanie »

Directrice de la région Occitanie de BNP Paribas, Valérie Servage vient de rejoindre le conseil d'administration du Medef Haute-Garonne. Elle revient sur la stratégie du groupe bancaire dans la région, ses engagements en faveur de la transition, et l'importance du dialogue avec les entrepreneurs locaux.



Valérie Servage

BNP Paribas est un acteur majeur en Occitanie. Comment le groupe accompagne-t-il concrètement les entreprises et les territoires de la région ?

BNP Paribas emploie près de 900 collaborateurs dans la région au service de plus de 340 000 clients particuliers, professionnels et entreprises. Nous souhaitons mettre à disposition de nos clients, à l'échelle locale, la force et l'expertise du Groupe BNP Paribas, leader européen. Cela se traduit par un dispositif complet qui regroupe 11 territoires au service des particuliers et des professionnels, trois espaces pour les entrepreneurs et trois centres dédiés à la Banque privée, dont un exclusivement à distance, ainsi qu'une équipe consacrée à la gestion de Fortune. Nous avons également deux centres d'affaires entreprises (à Toulouse et à Montpellier), une salle des marchés ainsi que la présence de directeurs de participation de BNP Paribas Développement, qui investit en fonds propres dans les entreprises.

Dans un contexte économique et géopolitique complexe, quelles sont les priorités de BNP Paribas pour soutenir le développement de l'économie régionale ?

La région Occitanie se distingue par son dynamisme et sa diversité économique. Notre priorité est d'être au plus près de nos clients pour les conseiller au mieux dans cette période qui présente plus d'incertitudes et de volatilité et de les accompagner dans la réalisation de leurs projets. Notre politique de crédit n'a pas évolué. Le mot « crédit » est très intéressant parce que sa signification première est « confiance ». C'est dans cette confiance réciproque que nous souhaitons accompagner les dirigeants en étant agile et en s'adaptant au contexte de chacun.

Nous portons une attention particulière aux secteurs stratégiques pour la région tels que l'aéronautique, la défense, le luxe, la santé, la promotion immobilière – qui connaît une période complexe –, ainsi que l'innovation au sens large.

Alors que beaucoup de dirigeants souhaitent passer la main, la transmission d'entreprise s'avère être un enjeu particulièrement clé dans notre région. Nous proposons donc un accompagnement personnalisé : conseil en structuration patrimoniale, expertise en cession d'entreprises et solutions de financement pour les repreneurs.

BNP Paribas a lancé plusieurs initiatives pour accompagner les entreprises dans leurs transitions (numérique, écologique, internationale...). Quels projets ou dispositifs concrets déployez-vous ou renforcez-vous actuellement au niveau régional ?

BNP Paribas déploie en effet une offre complète et évolutive pour accompagner les entreprises dans chaque étape de leur croissance, en adaptant le dispositif en fonction de leur maturité et de

leurs besoins spécifiques. À Toulouse et Montpellier, par exemple, trois banquiers spécialisés dans l'innovation accompagnent au quotidien les start-ups et assurent une forte présence au sein des écosystèmes régionaux (French Tech, Créalia...). Ils apportent leur expertise à la fois sur les besoins du quotidien tout comme sur les enjeux stratégiques, notamment les levées de fonds ou une introduction en bourse. Nous avons à Toulouse des équipes dans notre salle des marchés qui accompagnent les opérations de change de nos clients au quotidien dans une période de forte volatilité ou lors d'opérations structurantes comme des acquisitions. Nous avons également des équipes dédiées au cash management ou tournées vers l'international avec des experts capables d'accompagner les entreprises dans tous leurs projets. En matière de transition écologique, notre approche continue de s'enrichir. Nous sommes convaincus que cette transition doit être menée et, en Occitanie, nous vivons concrètement les impacts du changement climatique, je pense aux incendies des Corbières par exemple. À ce titre, nous proposons une offre de prêts bonifiés, dont l'évolution des taux dépend de l'atteinte des objectifs RSE ou de décarbonation fixée avec l'entreprise. Et toujours dans cette volonté d'accompagnement et parce que le crédit ne peut pas tout en la matière, nous avons sélectionné des partenaires comme Greenly, ClimateSeed ou Sami qui réalisent des bilans carbone, Meaneo qui conseille les entreprises pour initier et structurer leur démarche RSE ou encore Ecovadis qui évalue les performances RSE des entreprises. Nous pensons également que le contexte actuel peut parfois être propice à des opérations haut de bilan. Nous disposons pour ce faire d'équipes de banquiers conseils qui sont spécialistes du M&A, des financements structurés ou des investissements en fonds propres avec BNP Paribas Développement.

Vous venez d'intégrer le conseil d'administration du Medef Haute-Garonne. Qu'est-ce qui a motivé cette décision et en quoi cet engagement s'inscrit-il dans la stratégie de BNP Paribas en Occitanie ?

Dans un contexte en permanente mutation, il est essentiel pour BNP Paribas d'être aux côtés des dirigeants d'entreprises locales afin d'échanger sur leurs préoccupations. Je suis également ravie, à titre personnel, de pouvoir rencontrer des entrepreneurs aux parcours riches et variés lors de nos réunions du Medef Haute-Garonne.

Selon vous, quelle est la valeur ajoutée du Medef pour un grand groupe comme BNP Paribas, et plus largement pour l'écosystème économique régional ?

Le Medef facilite le dialogue entre dirigeants et stimule l'intelligence collective. Ces échanges donnent aussi à l'ensemble du tissu économique local des moments pour prendre du recul sur les enjeux stratégiques.

Enfin, quels sont les projets ou ambitions que vous souhaitez porter, à travers cette intégration, pour renforcer la collaboration entre BNP Paribas, le Medef et les entreprises locales dans les prochaines années ?

Avec cette intégration, nous entendons nous investir pleinement au sein des conseils d'administration et lors des événements organisés par le Medef, en partageant notre analyse sur l'économie et l'évolution du contexte macroéconomique. Nous souhaitons aussi mettre à profit notre expertise lors des rendez-vous majeurs du Medef et être force de proposition sur des sujets qui intéressent les dirigeants d'entreprises et répondent à leurs enjeux.

NOS ADHÉRENTS ONT LA PAROLE

⋮⋮⋮ « Nous portons une vision économique, durable et humaine »

Le groupe Selva, basé à Toulouse, est aujourd’hui un acteur de référence dans la filière bois en France. Intégré de la forêt à la fabrication de palettes, il incarne un modèle d’économie circulaire complet et vertueux. À la tête du groupe, Christophe Bénéton revient sur les ambitions de développement de l’entreprise, ses engagements environnementaux, et les raisons qui ont motivé son adhésion au Medef Haute-Garonne.

Pouvez-vous présenter Selva Group et retracer les grandes étapes de votre parcours ?

J’ai évolué dans différentes industries sur des postes de direction générale avant de reprendre le groupe Selva, qui était à l’origine spécialisé dans le reconditionnement de palettes. Depuis, nous en avons fait un acteur totalement intégré : nous maîtrisons l’ensemble de la chaîne de valeur du bois autour de nos supports de manutention : de la gestion forestière à la revalorisation en granulés bois, en passant par la fabrication et le reconditionnement des palettes. Ce développement, je le dois à mes équipes, à leur engagement et à leur expertise. Mon rôle a été de donner du sens au groupe, de créer des synergies entre nos activités commerciales, industrielles et environnementales, tout en inscrivant notre performance économique dans une logique durable.

Concrètement, quel type de bois travaillez-vous et pourquoi ces essences ?

Nous utilisons essentiellement du pin maritime et de l’épicéa, selon nos zones d’exploitation. Ces essences présentent plusieurs avantages : elles sont disponibles localement, renouvelables, et parfaitement adaptées à la fabrication de palettes. Nous privilégions les circuits courts, avec une exploitation raisonnée et un reboisement systématique.

Quelle est votre vision du développement durable et comment se traduit-elle dans vos activités ?

Notre vision repose sur un principe fondamental : il n’y a pas de durabilité sans performance économique. Assurer la solidité financière du groupe est la condition pour agir durablement. Nous travaillons un matériau noble et

renouvelable, le bois, pour fabriquer des produits reconditionnables, tout en générant des emplois locaux. Notre ambition est d’aller au bout du principe d’économie circulaire en agissant à chaque étape de la chaîne. Nous exploitons le bois, entretenons les forêts par la sylviculture et menons des programmes de reboisement certifiés bas-carbone. Selva Group est aujourd’hui l’un des acteurs français disposant du plus grand nombre de projets forestiers labellisés bas-carbone, contribuant à la création d’emplois et à la restauration d’écosystèmes. Rien n’est perdu dans notre processus : les sciures et copeaux issus du sciage sont intégralement valorisés, soit pour la fabrication de panneaux de particules, soit pour produire des granulés de bois. Nous reconditionnons chaque année près de 25 millions de palettes, et même les résidus non réutilisables sont intégrés dans notre propre processus énergétique.

Christophe Bénéton



Dans un contexte économique et politique complexe, quelles sont vos priorités pour les années à venir ?
Je distinguerais deux niveaux : celui de notre groupe et celui de la filière. Au niveau professionnel, je suis également président du pôle emballage de la Fédération nationale du bois, qui regroupe les acteurs français de l’emballage, notamment les fabricants de palettes. Aujourd’hui, notre filière fait face à des réglementations européennes parfois inégales, avec des exigences plus fortes en France que chez nos voisins. Nous plaçons pour des conditions de concurrence équitables au sein du marché européen.

Nous devons aussi mieux communiquer : la forêt française grandit chaque année, et notre industrie ne consomme qu’une partie de sa croissance naturelle. Le bois est un secteur vertueux, encore trop méconnu du grand public. Enfin, nous devons attirer de nouveaux talents, moderniser nos métiers et faire connaître cette filière d’avenir. Pour Selva Group, notre priorité est de développer nos activités sur l’ensemble des régions où nous sommes implantés, tout en consolidant notre ancrage local. Nos produits, notamment les palettes, ne se transportent pas sur de longues distances : il est donc essentiel d’avoir une production de proximité, région par région.

Pourquoi avoir rejoint le Medef Haute-Garonne ?
Trois raisons principales ont guidé cette décision. D’abord, il m’a semblé naturel, pour une entreprise enracinée en région, de participer à la vie économique et associative locale. Ensuite, je souhaitais contribuer à mieux faire connaître notre filière, encore trop discrète malgré son importance stratégique. Enfin, cette adhésion me permet de relier mes différents réseaux professionnels – le pôle emballage de la Fédération nationale du bois, mais aussi le réseau Entreprendre Tarn-et-Garonne dont je suis vice-président – afin de renforcer la voix collective de notre secteur.

Quels sont vos objectifs à travers cet engagement au Medef ?
Mon adhésion ne poursuit pas un objectif commercial. Elle s’inscrit avant tout dans un esprit d’ouverture et de coopération. Les plus belles dynamiques naissent souvent de rencontres humaines. Je souhaite donc m’investir pleinement au sein du Medef Haute-Garonne, contribuer à des échanges constructifs et, pourquoi pas, faire émerger de nouveaux projets collectifs.

Quel message souhaitez-vous adresser ?
Selva Group défend une vision équilibrée entre performance économique, durabilité et impact social. Nos activités sont ancrées dans les territoires, non délocalisables, et créatrices d’emplois pérennes. Nous sommes dans un secteur vertueux, encore en phase de consolidation, avec de formidables opportunités pour les talents désireux d’entreprendre. La filière bois offre un champ immense d’innovations et de perspectives durables. ■

Juridique

ACTU

Congés payés et protection des personnes engagées dans un projet parental : deux évolutions à ne pas manquer

Sans être foisonnante, l'actualité juridique récente n'en demeure pas moins marquée par des décisions et textes clés, qui appellent à une vigilance accrue des employeurs. Pour n'en retenir que deux : l'impact de la jurisprudence en matière de congés payés et la protection renforcée des personnes engagées dans un projet parental.

1

Congés payés : la France aligne sa jurisprudence sur le droit européen

(Arrêts de la Cour de cassation du 10 septembre 2025)

Après la loi n°2024-364 du 22 avril 2024, qui a profondément réformé le régime des congés payés, la Cour de cassation, dans deux décisions du 10 septembre 2025, parachève la mise en conformité du droit français avec le droit communautaire.

Le droit au report des congés en cas de maladie pendant ceux-ci

Jusqu'alors, un salarié tombant malade au cours de ses congés payés ne pouvait pas en exiger le report (Cass. soc., 4 déc. 1996, n°93-44907). On appliquait alors la « règle de la première cause » : la première cause de suspension du contrat de travail l'emportait sur la seconde.

Cette position est désormais abandonnée. La Cour de cassation reconnaît aujourd'hui qu'un salarié malade pendant ses congés peut reporter les jours non pris, à condition d'avoir notifié son arrêt de travail à l'employeur (Cass. soc., 10 sept. 2025, n°23-22732).

Cette évolution découle de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), qui distingue le repos réparateur lié à la maladie du repos récréatif que constituent les congés payés.

Ces deux finalités étant incompatibles, le salarié doit pouvoir bénéficier, à un autre moment, d'un véritable repos effectif.

Cette solution, bien que protectrice, n'est pas exempte de critiques.

Elle repose sur une interprétation par la Cour de cassation du droit européen, alors même que la directive européenne ne garantit que quatre semaines de congés payés par an, contre cinq semaines en droit français.

Dès lors, on pourrait s'interroger : le report ne devrait-il pas se limiter aux périodes de maladie qui empêchent le salarié de bénéficier de ces quatre semaines minimales ?

Enfin, comme il s'agit d'une jurisprudence interprétative d'un texte existant, la décision a un effet rétroactif.

Les salariés peuvent donc invoquer ce droit pour des situations passées, dans la limite des délais de prescription.

En pratique, toutefois, il est peu probable que cela entraîne de nombreux contentieux, le salarié devant être en mesure de produire les justificatifs médicaux correspondant à ces périodes anciennes.

Les congés payés désormais pris en compte pour le calcul des heures supplémentaires

Jusqu'à présent, seuls les temps de travail effectif étaient pris en compte pour déterminer le seuil de déclenchement des heures supplémentaires. Un jour de congé payé était donc

« neutralisé » : les heures effectuées les autres jours ne pouvaient pas donner lieu à majoration, sauf dépassement de la durée légale sur la seule base des heures effectivement travaillées.

Cette interprétation reposait sur l'article L. 3121-28 du Code du travail, selon lequel toute heure accomplie au-delà de la durée légale hebdomadaire (ou équivalente) constitue une heure supplémentaire ouvrant droit à majoration.

La Cour de cassation considérait alors, de façon constante, que les congés payés ne sont pas assimilés à du travail effectif pour ce calcul (notamment : Cass. soc., 1^{er} déc. 2004, n° 02-21.304 ; 25 janv. 2017, n° 15-20.692).

Dans un arrêt du 10 septembre 2025 (Cass. soc., 10 sept. 2025, n° 23-22732), la Cour de cassation met fin à cette position : pour les salariés dont la durée du travail est décomptée hebdomadairement, les jours de congé payé doivent être pris en compte dans le seuil de déclenchement des heures supplémentaires.

Cette solution s'appuie sur un arrêt de la CJUE du 13 janvier 2022 (aff. C 514/20), qui juge contraire au droit de l'Union européenne toute règle nationale ou conventionnelle décourageant la prise effective des congés payés. Les juges considèrent qu'un salarié pourrait renoncer à ses congés s'il savait qu'il perdrait les majorations d'heures supplémentaires

correspondantes. Cette interprétation va au-delà du texte européen et constitue une extension jurisprudentielle, alors même que le principe essentiel de la séparation des pouvoirs interdit aux juges d'être créateur de loi (article 5 du Code civil : « *Il est défendu aux juges de prononcer par voie de disposition générale et réglementaire sur les causes qui leur sont soumises* »).

Concrètement, un salarié soumis à la durée légale du travail (35 h/semaine) travaille 32 heures entre le lundi et le jeudi, puis prend un jour de congé payé le vendredi.

Avant cet arrêt, il n'aurait perçu aucune majoration, ses 32 heures étant inférieures à 35 heures de travail effectif.

Désormais, le vendredi est intégré dans le calcul : il est réputé avoir accompli 39 heures sur la semaine et bénéficie donc de 4 heures supplémentaires majorées.

La chambre sociale précise que cette solution reste limitée au décompte hebdomadaire de la durée du travail, sans préjuger des autres modalités (forfait jours, cycles, etc.).

Elle s'applique en outre aux congés payés légaux, c'est-à-dire les cinq semaines prévues par le Code du travail.

Cette décision est encore une fois rétroactive. Les salariés peuvent donc réclamer le paiement d'heures supplémentaires pour les semaines comportant des jours de congés payés, dans la limite des délais de prescription.

2

Parcours de PMA ou d'adoption : protection renforcée et nouvelles absences autorisées

(Loi du 30 juin 2025, n°2025-595)

Depuis le 2 juillet 2025, la loi n°2025-595 renforce la protection des personnes engagées dans un projet parental par PMA ou adoption. Le nouvel article L. 1225-3-1 du Code du travail interdit désormais de fonder une décision (à l'embauche, pendant l'exécution du contrat ou à la rupture) sur un parcours de PMA ou d'adoption.

Cette loi étend aussi le bénéfice du régime d'autorisations d'absence à toutes les personnes, hommes ou femmes, engagées dans un tel parcours. Un décret précisera prochainement le nombre d'absences autorisées.

Ces évolutions imposent une vigilance accrue des employeurs sur la gestion des congés et des parcours parentaux. Il faudra également surveiller les prochaines modifications relatives à l'emploi des seniors, suite à la transposition des accords nationaux interprofessionnels déjà adoptés par le Sénat. Affaire à suivre...



**VOUS ÊTES ADHÉRENT ET VOUS AVEZ DES QUESTIONS EN DROIT SOCIAL ?
N'HÉSITEZ PAS À CONTACTER LE SERVICE JURIDIQUE DU MEDEF HAUTE-GARONNE**

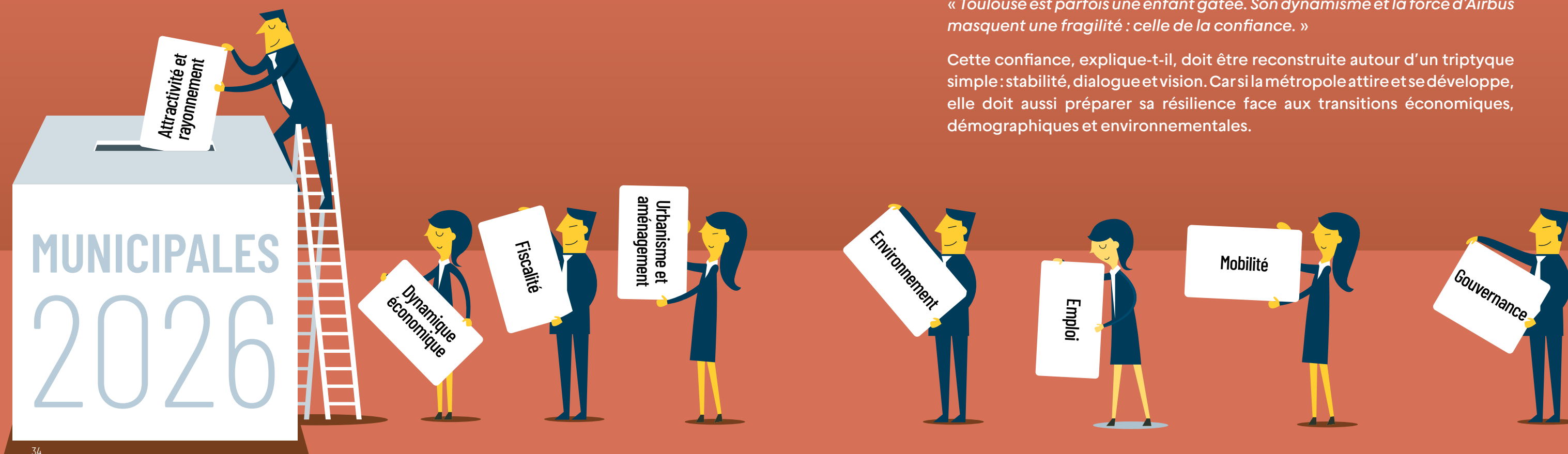
07 86 16 61 15 • juridique@medef31.fr

.....

DOSSIER

Dans un contexte d'incertitude économique et d'attentes fortes sur le plan local, le Medef Haute-Garonne publie un document de réflexion intitulé **Les entreprises s'engagent pour Toulouse**. Derrière cette contribution stratégique, une ambition claire : **replacer l'entreprise au cœur du projet municipal et repenser la gouvernance métropolitaine**.

À sept mois des élections municipales, le monde économique entre dans le débat.



MUNICIPALES 2026 : LES ENTREPRISES S'ENGAGENT POUR TOULOUSE

Le Medef Haute-Garonne, première organisation patronale du département, a présenté **Les entreprises s'engagent pour Toulouse**, une contribution stratégique destinée à éclairer les choix politiques et économiques qui structureront la prochaine mandature.

Loin d'un manifeste, ce document s'articule autour de quatre grands axes de travail portés par le Medef Haute-Garonne : la diversification économique, la stabilité fiscale, l'aménagement cohérent du territoire et le rayonnement européen de la métropole. Son président y pose un diagnostic lucide :

« Toulouse est parfois une enfant gâtée. Son dynamisme et la force d'Airbus masquent une fragilité : celle de la confiance. »

Cette confiance, explique-t-il, doit être reconstruite autour d'un triptyque simple : stabilité, dialogue et vision. Car si la métropole attire et se développe, elle doit aussi préparer sa résilience face aux transitions économiques, démographiques et environnementales.

Patrick Martin

Président du Medef



“Municipales : le Medef mobilise les entreprises”

Quel regard portez-vous sur le rôle que peuvent jouer les élections municipales dans la dynamique économique des territoires ?

Les élections municipales sont une échéance charnière pour la vie économique des territoires et le dynamisme économique des entreprises. Un maire agit sur l'urbanisme, le foncier, la mobilité, le logement des salariés, la sécurité du quotidien, la commande publique et une partie de la fiscalité locale : autant de leviers décisifs pour la compétitivité des entreprises, pour l'investissement et l'emploi donc pour les salariés, donc pour l'emploi. Quand une équipe municipale pose un cap lisible - zones d'activité prêtes à l'emploi, transports fiables et pensés pour les bassins d'emploi, offre de logements abordables, circuits de formation adaptés - l'attractivité suit. À l'inverse, l'instabilité réglementaire ou fiscale freine les projets, surtout des TPE-PME, cœur battant de notre tissu économique et des adhérents du Medef. Les élections municipales sont donc l'occasion d'un pacte local pro-entreprises : objectifs partagés, calendrier, indicateurs, gouvernance associant entreprises et intercommunalités. Des élections qui permettraient également d'accélérer la transition écologique par des solutions pragmatiques (rénovation, mobilités, économie circulaire) et de soutenir l'économie de proximité. Vous l'aurez compris, les élections municipales constituent une échéance clef pour la réussite économique, sociale comme environnementale des territoires, une occasion de réaffirmer le rôle joué par les entreprises face aux grandes transitions.

Comment le Medef accompagne-t-il les entreprises dans leur dialogue avec les élus locaux, notamment dans le contexte des municipales ?

Vous le rappelez à juste titre, j'ai fixé comme objectif à notre formidable collectif patronal dont les Medef territoriaux sont un maillon essentiel, d'aller plus encore à la rencontre de TOUS les élus – dont bien évidemment les

maires – et d'entretenir avec eux un dialogue régulier fondé sur la confiance et l'exigence. Un dialogue qui est essentiel pour que la rationalité économique – condition de notre prospérité collective – l'emporte. À ce titre, le Medef joue un rôle de facilitateur entre les entreprises et les élus locaux, à l'approche de ces échéances électorales, comme sur le temps long, à deux niveaux.

Au niveau national, je tiens à ce que le Medef soit pleinement acteur de cette proximité essentielle entre élus locaux et acteurs économiques qui constituent la force de notre réseau. Concrètement, lors de chacun de mes déplacements dans les territoires à la rencontre de nos 240 000 entreprises adhérentes (représentant 12 millions de salariés), je tiens le plus possible à rencontrer les élus locaux – souvent conviés par le Medef du territoire – et de nourrir avec eux un dialogue républicain mais exigeant, en leur partageant les attentes et les priorités des entreprises de France. De même, lors de mes rendez-vous parlementaires à Paris, nous faisons en sorte de consulter en amont le Medef du territoire concerné afin de connaître les éventuels sujets d'actualité et le cas échéant les aborder à cette occasion.

Deuxième niveau, local cette fois, je tiens à saluer et encourager plus encore les initiatives de nos 119 Medef territoriaux et régionaux, à l'image des rencontres avec les candidats, des forums économiques ou des visites d'entreprises pour nourrir le débat local. Dans plusieurs régions, comme en Auvergne-Rhône-Alpes ou en Bretagne, ont été lancées sous l'impulsion du Medef des "Rencontres Économie & Territoires", en amont des élections municipales. Ces événements réunissent chefs d'entreprise, candidats et élus sortants autour de thèmes très concrets : développement des zones d'activité, mobilité des salariés, logement intermédiaire ou transition énergétique. Lors de ces rencontres, les entrepreneurs présentent leurs besoins et propositions, comme par exemple, la création de passerelles entre zones industrielles et transports publics, ou la simplification ➡

➡ des procédures d'urbanisme pour accueillir de nouvelles activités. En retour, les candidats exposent leurs priorités locales et cherchent des points d'équilibre. Ces rencontres sont l'expression de notre volonté de dialogue.

C'est la même volonté de sensibilisation des élus aux réalités économiques de nos entreprises qui anime le Medef Occitanie et son président Samuel Hervé, déterminé à rencontrer tous les élus de la région. C'est là une manière concrète de bâtir une relation de confiance durable entre les élus et le tissu économique local, deux acteurs essentiels de la prospérité des territoires, de la France !

Quel rôle le Medef entend-il jouer dans la perspective des élections municipales de 2026 afin d'encourager un dialogue constructif entre élus et entrepreneurs ?

Je le rappelais, les élections municipales de 2026 représentent un rendez-vous essentiel pour nos territoires, car elles conditionnent directement l'environnement dans lequel nos entreprises investissent, innovent et créent de l'emploi. Dans cette séquence politique, le Medef entend jouer un rôle moteur en favorisant un dialogue constructif entre élus locaux et entrepreneurs. Afin d'accompagner nos adhérents dans leurs démarches de partage de convictions, nous avons élaboré un kit d'actions « *Municipales 2026 - Faire entendre la voix des entreprises* ». Ce kit comprend de nombreux outils destinés à recueillir les priorités et préoccupations des entreprises, ainsi que des propositions d'actions territoriales adaptables selon les réalités locales, à sensibiliser les parties prenantes et à structurer les échanges avec les candidats. Grâce à ces dispositifs, le Medef entend encourager une participation active des entrepreneurs au débat local et promouvoir la prise en compte des enjeux économiques dans les programmes municipaux. À terme, l'objectif est d'instaurer un dialogue durable entre le monde économique et les futurs élus dès la phase de campagne.

Les maires et présidents d'intercommunalités sont des acteurs incontournables de la vie économique. Quelles attentes le Medef formule-t-il à leur égard pour soutenir la compétitivité et l'emploi dans les territoires ?

Tout d'abord – et c'est l'une des missions du Medef d'affirmation – nous devons faire comprendre à nos interlocuteurs publics que la réussite des entreprises ne se fait jamais au détriment d'une partie prenante, mais qu'elle est bien le préalable à la prospérité économique et la vitalité des



“ Les élections municipales constituent une échéance clef pour la réussite économique, sociale comme environnementale des territoires. ”

territoires. Faire le choix de l'entreprise, c'est en réalité faire le choix de l'emploi, de l'investissement, des infrastructures, de la décarbonation, de l'innovation. Le choix du collectif en somme. C'est un combat au sein du débat d'idées que nous ne cessons de mener, avec pédagogie et esprit républicain. En ce sens, nous appelons à un véritable partenariat économique gagnant-gagnant, entre les collectivités et les entreprises. Les maires et présidents d'intercommunalités jouent un rôle déterminant dans la compétitivité territoriale. Leur écoute et leur capacité à co-construire des stratégies locales avec le tissu économique sont essentielles.

Cela passe d'une part par la fiscalité, sa stabilité et sa lisibilité, qui sont des conditions de confiance. Nous attendons que les élus évitent toute surenchère fiscale et garantissent un environnement prévisible, propice à l'investissement productif. D'autre part, s'agissant de l'aménagement du territoire, il est impératif de préserver du foncier économique, de requalifier les friches, de simplifier les procédures d'urbanisme et d'accélérer les autorisations. L'accès au foncier et aux infrastructures – transport, numérique, énergie – est un facteur clé de compétitivité.

Quant aux compétences et à l'emploi, les élus locaux doivent jouer un rôle moteur dans l'adaptation des formations aux besoins des entreprises : apprentissage, reconversion, insertion. Le lien entre écoles, entreprises et collectivités est le cœur d'un territoire dynamique.

Si je devais adresser un message aux élus locaux, ce serait celui-ci : Bâtissons un pacte de confiance. Dialogue, co-construction, efficacité et attractivité doivent guider notre action commune. C'est à cette condition que nous ferons des territoires les moteurs de la croissance et de l'emploi durables !

Dans le contexte politique actuel marqué par la dissolution et ses conséquences mais aussi le contexte international instable, comment voyez-vous l'avenir économique de la France ?

Nous constatons chaque jour un peu plus – à l'heure des débats budgétaires tout particulièrement – un détachement flagrant du politique et des réalités économiques. Cette déconnexion, qui se manifeste dans les propositions renouvelées de nouvelles taxations et autres coups de rabots, ne fait qu'accentuer l'inquiétude, déjà forte, des entrepreneurs, alors même que notre économie doit faire face à des défis majeurs.

La France se trouve en effet à un point de bascule, confrontée au niveau international à une situation concurrentielle et géopolitique éprouvante, et au national à une dette record, un

déficit qui ne cesse d'enfler, et une instabilité politique chronique. Le pays renvoie aujourd'hui une image de fragilité que les investisseurs n'avaient plus vue depuis la crise de la zone euro de 2010. Depuis plus de deux ans, les investissements privés reculent, alors même que nous devrions accélérer en termes d'investissements en faveur des grandes transitions : décarbonation, numérique...

Les conséquences de l'instabilité politique sont d'ores et déjà visibles ; outre le coût de celle-ci, des pans entiers de notre économie pâtissent de l'absence de décisions structurantes comme par exemple le logement, un secteur sinistré avec 2,9 millions de ménages en attente d'un logement social. Une situation de blocage qui a également des répercussions sur l'apprentissage, dont le succès collectif est fragilisé par des mesures d'économie qui ont entraîné 65 000 apprentis de moins cette année. La suspension de la réforme des retraites est le dernier coup porté à notre économie, hypothéquant l'avenir des jeunes générations, qui pourraient en payer le prix fort. Ce recul envoie un signal désastreux alors que la France détient des déficits publics déjà abyssaux. Cette décision coûtera davantage que les 13 à 15 milliards à l'horizon 2035 annoncés, et pèsera durablement sur les comptes publics. Au risque de voir la France s'appauvrir et s'isoler, faisant l'inverse du reste du monde, qui soutient la compétitivité de ses entreprises. En outre, notre pays court le risque d'une surenchère fiscale, notamment dans le débat parlementaire sur le projet de loi de finances. Une situation inquiétante en raison de l'incertitude pour les entreprises, déjà fragilisées par une conjoncture défavorable et une compétitivité en déclin. Face à ces menaces, nous appelons à un véritable sursaut collectif. L'entreprise doit redevenir une cause nationale car elle est la nôtre à tous. C'est elle, et elle seule, qui crée la richesse permettant de financer notre solidarité, de soutenir l'emploi et de garantir la stabilité de nos comptes publics. Il est temps d'en finir avec le dénigrement par certains de l'entreprise, surtout au moment où plus de 80% des Français la plébiscitent, et de reconstruire, ensemble, un consensus autour de la valeur du travail, de l'investissement et de la production. Les Français ne s'y trompent pas : 82 % d'entre eux ont une image positive de l'entreprise ! Ils savent que jouer contre l'entreprise, c'est tirer contre notre camp ! À nous de transformer cette confiance en énergie collective pour relever les défis à venir.

Le Medef est son formidable collectif sont animés par cette énergie et cette soif de faire réussir nos 240 000 entreprises. Faire réussir la France ! ■

Toulouse, moteur économique et territoire sous tension

Avec un PIB estimé à 77 milliards d'euros, la Haute-Garonne figure parmi les départements les plus dynamiques de France. Elle concentre plus de 30 000 établissements et près de 400 000 salariés du secteur privé, confirmant le poids de son tissu entrepreneurial. Mais cette puissance s'appuie sur un socle fragile : près d'un tiers des emplois industriels dépendent encore de l'aéronautique et du spatial.

La crise sanitaire, la flambée des coûts de production et les tensions géopolitiques ont rappelé la nécessité de diversifier les moteurs économiques. Le Medef Haute-Garonne appelle donc à renforcer les nouvelles filières : santé, défense, biotechnologies, intelligence artificielle ou énergies propres. Cette diversification, estime l'organisation patronale, doit aller de pair avec une stratégie d'aménagement équilibrée : reconnecter les zones d'emploi, de formation et de logement, tout en intégrant les enjeux écologiques.

Cette vision s'inspire de modèles européens : Barcelone, qui a transformé son économie automobile en dix ans grâce à l'innovation, ou Hambourg, devenue un pôle de technologies vertes. Elle s'inspire également de Seattle, passée d'une économie centrée sur un seul secteur à une puissance mondiale de l'innovation et de la croissance technologique. L'objectif est de positionner Toulouse comme capitale européenne de la croissance responsable, non plus seulement industrielle, mais aussi numérique, scientifique et sociale.



DEMANDES DU MEDEF 31

- Soutenir massivement les filières émergentes via un plan métropolitain d'incitations.
- Créer des pôles économiques mixtes (tertiaire, industrie, logement) pour limiter l'étalement.
- Créer une marque Toulouse Université pour attirer les meilleurs étudiants et alternants, les fidéliser et leur donner envie de revenir.

“Toulouse doit conserver l'excellence aéronautique qui fait sa fierté, mais devenir une ville multipolaire, capable de conjuguer innovation, formation et attractivité.”

Un territoire attractif, mais confronté à ses limites

La métropole toulousaine attire chaque année plus de 7 000 nouveaux habitants, preuve de son rayonnement national. Mais cette croissance accentue la pression sur le logement et les infrastructures. Le document de réflexion pointe une « sclérose du parcours résidentiel », marquée par la difficulté croissante à se loger à proximité de son emploi.

Pour y répondre, le Medef Haute-Garonne propose la mise en place d'un plan métropolitain "Logement et entreprises", favorisant la délivrance rapide de permis de construire pour les projets intégrant des logements à loyers maîtrisés, proches des zones économiques, et soutenant les mobilités douces. L'organisation défend aussi le développement de navettes inter-quartiers reliant les zones d'habitat et d'emploi, notamment dans les quartiers prioritaires, afin de faciliter les déplacements du quotidien. « Une ville durable, c'est d'abord une ville cohérente, où l'on peut vivre, travailler et se déplacer sans rupture », résume un chef d'entreprise.



DEMANDES DU MEDEF 31

- Déployer des navettes inter-quartiers reliant les zones d'habitat et d'emploi, notamment dans les QPV.
- Faciliter l'accès au Small Business Act local à l'ensemble des secteurs d'activité.
- Créer un Plan métropolitain « Logement Entreprises » incitatif favorisant : la délivrance de permis de construire, la construction de résidences à loyers maîtrisés près des zones d'emploi, l'accès au foncier économique.
- Mettre en place un bonus de constructibilité pour les projets HQE intégrant les mobilités douces.

“Une ville durable, c'est d'abord une ville cohérente, où l'on peut vivre, travailler et se déplacer sans rupture.”

Fiscalité : la visibilité comme levier de compétitivité

Sur le plan fiscal, les attentes des entreprises sont unanimes : stabilité et transparence. Le Medef Haute-Garonne plaide pour la stabilisation des bases de la CFE, du versement mobilité et de la taxe foncière sur une période de trois à cinq ans. L'objectif : offrir de la visibilité à moyen terme et sécuriser les investissements.

Mais l'organisation propose aussi d'aller plus loin en matière de gouvernance. Elle appelle à la création d'un Conseil stratégique Économie-

Fiscalité, réunissant élus, représentants patronaux et syndicaux, pour piloter de manière concertée les grandes orientations économiques locales.

Un outil jugé plus agile et plus efficace que le CODEV (Conseil de développement de Toulouse Métropole), souvent perçu comme trop consultatif et éloigné des réalités de terrain.

Ce nouveau cadre de dialogue permettrait, selon le Medef Haute-Garonne, de transformer la concertation en co-décision et de flécher plus clairement les ressources vers des projets concrets.

« Les entreprises ne demandent pas des privilèges, mais de la clarté. On ne peut pas investir dans le brouillard fiscal », confie un entrepreneur local.



DEMANDES DU MEDEF 31

- Mettre en place un Conseil Stratégique Économie/Fiscalité, réunissant élus, entreprises et syndicats patronaux et salariés, plus efficace que le conseil de développement économique
- Influencer auprès du gouvernement et des parlementaires pour que la loi permette au Medef Haute-Garonne d'intégrer la gouvernance décisionnaire de l'Autorité Organisatrice des Mobilités.
- Stabiliser les bases de la CFE, du versement mobilité et de la taxe foncière sur 3 à 5 ans, et développer un simulateur pour les TPE/PME.
- Créer un bonus pour le tri et la réduction des déchets.
- Flécher les taxes (mobilité, déchets, foncier) vers des projets concrets et visibles.

“ Les entreprises ne demandent pas des privilèges, mais **de la clarté.** On ne peut pas investir dans le brouillard fiscal. ”

Réinventer l'attractivité et le rayonnement de la ville rose

Toulouse rayonne par son excellence industrielle, son université, son rugby, sa culture et son art de vivre. Mais selon le Medef Haute-Garonne, cette attractivité pourrait être encore mieux valorisée sur la scène nationale et européenne. L'organisation défend la création d'un fonds de

revitalisation du commerce de centre-ville, le renforcement de Toulouse Team et le développement d'une offre touristique plus structurée, notamment dans le domaine du tourisme d'affaires, encore sous-exploité.

La sécurité, souvent perçue comme un facteur secondaire, est également présentée comme un levier d'attractivité économique. Le Medef Haute-Garonne propose un renforcement du maillage de la police municipale dans les zones économiques et une utilisation raisonnée de la vidéoprotection, dans un cadre éthique défini.

« Reconnecter la mobilité, la sécurité et le commerce, c'est vital pour la vitalité du centre-ville », estime un commerçant toulousain.

“ Reconnecter la mobilité, la sécurité et le commerce, c'est vital pour la **vitalité du centre-ville.** ”



DEMANDES DU MEDEF 31

- Créer un fonds métropolitain pour la revitalisation du commerce de centre-ville.
- Poursuivre et accentuer le développement de mini-centres de quartier (type Cartoucherie).
- Favoriser la croissance du tourisme d'affaires par une offre d'hébergements et d'infrastructures, des campagnes de communication et un accueil performant.).
- Renforcer la présence de la police municipale dans les zones économiques et les événements publics.
- Intensifier l'utilisation d'une vidéoprotection intelligente, dans un cadre éthique clair.



Un acteur économique au cœur du territoire

Implanté depuis des décennies, le Medef Haute-Garonne est aujourd'hui l'un des piliers du dialogue social et économique local. Fort d'une représentation de 3 000 entreprises et de plus de 300 mandataires dans les instances paritaires, il s'affirme comme un acteur structurant du territoire, à la croisée du social, de l'économie et de l'environnemental.

Cette publication marque une évolution dans sa posture : il ne s'agit plus seulement de représenter, mais de contribuer à la réflexion collective sur le futur de la métropole. Le Medef Haute-Garonne entend participer pleinement à la construction des politiques publiques locales, non en opposition, mais en partenariat durable avec les élus et les institutions. Cette volonté de co-construction s'inscrit dans une dynamique nationale : de nombreuses métropoles (Lyon, Lille, Nantes) voient leurs acteurs économiques être associés plus étroitement à la planification territoriale. Toulouse, avec sa tradition d'innovation, apparaît comme un terrain idéal pour expérimenter cette gouvernance partagée.



Vers un pacte de gouvernance pour la décennie à venir

Au terme de sa contribution, le Medef Haute-Garonne formule une proposition forte : établir un pacte de gouvernance entre les élus, les entreprises et les acteurs sociaux du territoire. Ce pacte reposerait sur trois piliers : la co-construction, pour impliquer les entreprises dans les décisions structurantes ; la transparence, pour garantir la lisibilité des choix économiques ; et la responsabilité partagée, afin que la réussite de la métropole soit portée collectivement.

« *Chaque jour, les entrepreneurs prennent des risques. Leur vision du temps long doit inspirer l'action publique* », souligne le document.

Ce pacte de gouvernance aurait vocation à dépasser les cycles électoraux pour instaurer une stabilité durable du cadre économique local. Il constituerait un outil de confiance et de continuité, garantissant que les grands enjeux – emploi, logement, mobilité, innovation – soient traités avec cohérence, quelle que soit la majorité municipale en place.

“ **Chaque jour, les entrepreneurs prennent des risques. Leur vision du temps long doit inspirer l'action publique.** ”



~77 milliards d'euros
PIB HAUTE-GARONNE

(2023, source INSEE)

Construire ensemble la Toulouse de demain

En filigrane, cette publication trace une vision claire : faire de Toulouse non pas seulement une métropole performante, mais une capitale européenne de la croissance responsable, où la performance économique s'allie à la cohésion sociale et à la durabilité environnementale.

En invitant les candidats à s'engager sur des priorités claires et transparentes, le Medef Haute-Garonne cherche à replacer le dialogue au centre du projet métropolitain. Il ne s'agit plus de savoir qui gouverne, mais comment gouverner ensemble.

« *Toulouse doit s'assumer comme une capitale européenne, pas seulement comme une belle ville du Sud* », rappelle le document.

À la veille d'un scrutin décisif, ce message sonne comme une invitation à l'unité et à la lucidité : la croissance n'est plus une affaire de chance ou de conjoncture, mais de gouvernance.

“Toulouse doit s'assumer
comme une **capitale**
européenne, pas seulement
comme une belle ville du Sud.”

**LA HAUTE-
GARONNE
COMPTE
1,5 MILLION
D'HABITANTS**

(dont environ 850 000
dans la métropole)



“

TROIS QUESTIONS À... THOMAS FANTINI

VICE-PRÉSIDENT DU MEDEF HAUTE-GARONNE
PILOTE DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LES ÉLECTIONS
MUNICIPALES

1

En quoi ce groupe de travail pèse-t-il réellement sur la campagne municipale ?

Ce groupe de travail n'est pas une cellule d'observation, c'est un moteur. Il a été conçu pour faire entrer la voix économique dans le débat municipal avec méthode, contenu et calendrier. Il structure la campagne autour d'une idée simple : les entreprises doivent être associées à la décision publique avant, pendant et après l'élection. La conférence de presse à venir donne le ton, les rencontres avec les candidats entre décembre et janvier ouvrent le dialogue, et le grand débat, organisé avant et entre les deux tours, en sera la traduction publique. On ne cherche pas à influencer une campagne, mais à peser sur la manière dont Toulouse sera gouvernée demain.

2

Quel est le but de la diffusion de ce document ?

C'est un acte de responsabilité. Ce document fixe les fondations d'un pacte entre les élus et les forces vives du territoire. Il ne s'agit pas d'un programme, mais d'une boussole : redonner du sens, de la cohérence et de la visibilité à l'action publique. Dans un moment où les transitions se multiplient - politiques, économiques, sociales -, il trace une voie : celle de la stabilité, de la concertation et du temps long. On veut sortir du réflexe conjoncturel pour ramener l'économie dans le champ stratégique. Ce document n'est pas une réaction à la campagne : c'est une contribution à la construction du mandat.

3

Quelles sont les propositions les plus fortes qui en émergent ?

La plus structurante est sans doute la création d'un pacte de gouvernance, adossé à un Conseil stratégique Économie-Fiscalité. Un espace permanent où élus, entreprises et syndicats travaillent ensemble, non pour commenter, mais pour décider. Cet outil serait plus opérationnel que le Codev actuel, car il repose sur un mandat clair, un calendrier de suivi et des résultats évaluables. C'est le socle d'une nouvelle méthode politique : celle qui relie la stabilité fiscale à l'investissement, la mobilité à l'emploi, le logement à la cohésion. Tout découle de cette idée. Elle permet d'engager des transformations profondes, diversification économique, attractivité renforcée sans perdre le fil. Le Medef Haute-Garonne veut apporter cette maturité au débat local. Ce n'est pas une posture, c'est une méthode. Celle d'un territoire qui avance parce qu'il se parle.

En bref

ACTUS

AURA AERO S'ENVOLE EN FLORIDE



L'INTEGRAL R survolant la jetée de Daytona Beach. © James Darcy

Le constructeur toulousain Aura Aero a inauguré son premier site américain à Daytona Beach, au sein du parc de recherche de l'Université aéronautique Embry-Riddle. Ce site de 1 000 m² servira de base à la gamme INTEGRAL, bientôt déclinée en version 100 % électrique, et annonce l'ouverture d'une usine de 50 000 m² d'ici 2028 pour la production d'ERA, l'avion régional hybride-électrique de 19 places. Ce projet, soutenu par Space Florida et les autorités locales, devrait générer plus de 1 000 emplois et renforcer la coopération franco-américaine autour de l'aviation décarbonée. ■

PRINTOCLOCK DÉPASSE LES 20 M€ ET MISE SUR L'IA

Le toulousain PrintOclock franchit pour la première fois la barre des 20 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2025, soit une croissance de près de 30 % en trois ans. L'entreprise fondée par Antoine Roux investit 2 millions d'euros pour moderniser sa production et intégrer l'intelligence artificielle à l'ensemble de ses processus. Premier imprimeur indépendant du Web to Print en France, la société renforce également son accompagnement auprès des PME et prévoit une croissance à deux chiffres en 2026, soutenue par de nouveaux recrutements et l'agrandissement de son site à 9 000 m². ■



Antoine Roux, président-fondateur de PrintOclock. © Sylvain Gelineau

AIRBUS LEONARDO ET THALES CRÉENT UN GÉANT SPATIAL EUROPÉEN

Le 23 octobre, Airbus, Leonardo et Thales ont signé un protocole d'accord en vue de regrouper leurs activités spatiales au sein d'une entité commune. L'objectif : renforcer la souveraineté technologique européenne et rivaliser avec les grandes puissances mondiales.



Airbus, Leonardo et Thales annoncent la création d'un nouvel acteur spatial européen de premier plan. © Pixabay

Cette future société, qui pourrait voir le jour en 2027, rassemblerait près de 25 000 collaborateurs pour un chiffre d'affaires estimé à 6,5 milliards d'euros. Elle couvrira les domaines des télécommunications, de l'observation de la Terre, de la navigation et de la sécurité nationale, à l'exclusion des lanceurs. Le capital sera réparti entre Airbus (35 %), Leonardo (32,5 %) et Thales (32,5 %), garantissant une gouvernance équilibrée. Les synergies attendues, estimées à plusieurs centaines de millions d'euros par an, permettront de renforcer la compétitivité de l'Europe sur un marché spatial en pleine expansion. ■

PUTELAT L'ÉCOSYSTÈME PUTELAT AFFIRME SA SIGNATURE

À Carcassonne, le chef doublement étoilé Franck Putelat a bâti un véritable écosystème mêlant gastronomie, hôtellerie, brasserie, conseil et expériences inédites. Vingt ans après l'ouverture de sa maison, l'entrepreneur conjugue exigence artisanale et rigueur de gestion, faisant de sa table un modèle d'équilibre entre création et performance. En 2026, l'anniversaire de la maison sera célébré comme un manifeste : transmission, ancrage territorial et collaborations avec des producteurs et chefs d'autres régions. Fidèle à son territoire audois, Putelat continue d'en faire un laboratoire d'excellence et d'émotion culinaire. ■



« Au départ, il y avait un restaurant. Aujourd'hui, c'est un écosystème où chaque pièce tient les autres. » résume Le chef Franck Putelat.

EYELIGHTS S'ILLUSTRE À MILAN AVEC SHOEI ET MORBIDELLI



Une prouesse technologique née à Toulouse, désormais vitrine de l'innovation française dans la mobilité connectée. © EyeLights

La start-up toulousaine EyeLights, pionnière de la réalité augmentée, a créé l'événement au Salon EICMA de Milan avec deux innovations mondiales : le premier casque de série doté d'un affichage tête haute intégré, conçu avec Shoei, et le premier cockpit moto embarquant la même technologie, développé avec Morbidelli. Fondée en 2016, l'entreprise poursuit sa conquête internationale depuis Toulouse en alliant sécurité, performance et innovation. Une vitrine éclatante du savoir-faire français dans les mobilités intelligentes. ■

MABBLE DOUBLE SON CHIFFRE D'AFFAIRES ET S'IMPOSE DANS LE CONSEIL AGILE

La société toulousaine Mabble, fondée par Sébastien Herrera, affiche une forte progression avec 2,4 M€ de chiffre d'affaires et une communauté de 1 500 experts métiers. En trois ans, l'entreprise a séduit des acteurs majeurs comme Airbus, Safran ou Latécoère, grâce à un modèle combinant agilité, expertise et proximité. Positionnée comme une alternative humaine aux grandes plateformes de freelances, Mabble entend poursuivre sa croissance maîtrisée tout en consolidant son ancrage régional d'ici 2027. ■



À l'horizon 2027, Mabble veut franchir une nouvelle étape : structurer davantage sa communauté, renforcer sa visibilité auprès des ETI et poursuivre une croissance maîtrisée et qualitative. © Mabble

En bref

ACTUS

U-SPACE

LÈVE 24 M€ POUR ACCÉLÉRER SON EXPANSION MONDIALE



Fabien Apper, CEO de U-Space. © U-space

Le constructeur toulousain de petits satellites U-Space boucle une levée de fonds de 24 millions d'euros menée par Blast, Definvest et Expansion, après un premier tour de 7 M€ en 2022. L'opération financera l'industrialisation de l'U-Zine, son site de production inspiré de l'automobile, et son déploiement à l'international vers l'Asie-Pacifique et le Moyen-Orient. Déjà fort de trois satellites en orbite et de dix en production, U-Space ambitionne de produire un satellite par semaine d'ici 2027, confirmant le rôle de Toulouse comme pôle stratégique du spatial européen. ■

L'HÔTEL ALBERT 1^{ER}

NOUVEAU LIEU DES MARQUES ENGAGÉES

Situé à deux pas du Capitole, l'Hôtel Albert 1^{er} poursuit sa transformation en devenant le QG toulousain des marques éthiques et créatives. Sous l'impulsion de la famille Hilaire, l'établissement familial ouvre ses salons à des pop-up stores, expositions et événements portés par des enseignes comme Sézane, Atelier Tuffery ou Maison Marah. Certifié Clef Verte, l'hôtel associe art, culture et durabilité pour incarner une hospitalité responsable et un commerce local repensé, à la croisée du tourisme, de la création et de l'économie durable. ■



L'établissement familial, géré depuis quatre générations par la famille Hilaire, ouvre ses portes aux acteurs du commerce éthique et de la culture. © Simones

1, 2, 3 FACILITEZ !

FÊTE DIX ANS D'INTELLIGENCE COLLECTIVE



De g. à d. : Marine Veron, Caroline Roussel et Marianne Boccacino. © 1,2,3 Facilitez !

Basée à Blagnac, 1, 2, 3 Facilitez ! a célébré dix ans d'accompagnement des entreprises dans leurs transformations managériales. Fondée par Caroline Roussel et aujourd'hui codirigée avec Marine Veron et Marianne Boccacino, la société a déjà soutenu plus de 250 organisations en Occitanie et au-delà. Son credo : placer le collectif au cœur de la stratégie pour conjuguer performance économique et humaine. Une décennie marquée par la diffusion d'un management collaboratif devenu un véritable levier de compétitivité. ■

CYCLAMEN

OUVRE UN SITE DE RECYCLAGE NOUVELLE GÉNÉRATION



Après une sélection rigoureuse impliquant plusieurs villes concurrentes, Millau a été choisie pour accueillir ce projet d'envergure. © Pixabay

Le spécialiste mosellan du tri et du recyclage des métaux non ferreux, Cyclamen, implante un nouveau site de 32 000 m² sur le parc d'activités Millau Viaduc 2. Soutenu par la Région Occitanie et AD'OCC, ce projet représente un investissement stratégique dans la réindustrialisation verte du territoire et prévoit la création de 60 emplois d'ici trois ans. Lauréate du programme Scale-up Excellence et classée 2^e entreprise à la plus forte croissance en France par le Financial Times, Cyclamen renforce ainsi la position de l'Occitanie comme pôle majeur du recyclage industriel durable. ■

RECRUTEMENT

5

BONNES RAISONS DE FAIRE APPEL À FRANCE TRAVAIL



SERVICE

France Travail vous propose **une vaste palette de services** : analyse de postes, recrutement par simulation, appui aux entretiens d'embauche et bien d'autres.

PROXIMITÉ

En région Occitanie, **plus de 500 conseillers** sont dédiés aux entreprises pour les accompagner dans leurs recrutements.

EXPERTISE

Nos conseillers vous aident à **calibrer votre offre** et présélectionnent des candidats en fonction de vos besoins.

AIDES

Votre conseiller dédié vous guide dans le choix d'un **dispositif d'aide à l'embauche** : formation, immersion du candidat, aide financière, etc.

GRATUITÉ

Et de plus, tous ces services sont gratuits !



Pour prendre contact avec votre conseiller dédié, rendez-vous dans l'une des 76 agences France Travail en Occitanie ou composez le :

39 95

SERVICE GRATUIT + PRIX APPEL



FOCUS

A LE GROUPE CARRÉ

Métallerie : le Groupe Carré affiche une santé éclatante et prépare la relève

Avec un carnet de commandes équivalant à deux années d'activité, le groupe toulousain, fort de 50 ans d'expérience, consolide sa position sur le marché régional et mise sur une gouvernance renouvelée pour accompagner sa croissance.



Frédéric Carré, président du Groupe Carré. © Groupe Carré

Dans un environnement économique où le bâtiment enregistre une contraction estimée à 2 % en 2025, le Groupe Carré parvient à maintenir un niveau d'activité stable et à renforcer sa visibilité. Présente à Toulouse et Bordeaux, l'entreprise compte 150 collaborateurs spécialisés dans la métallerie et la serrurerie. Grâce à ses savoir-faire techniques et à la fidélité de ses clients publics et privés, elle poursuit son développement sur des chantiers emblématiques tels que la gare Matabiau, l'aéroport de Toulouse-Blagnac, le Technocampus de la région Occitanie ou encore la Ligne C du métro toulousain... L'entreprise familiale, dirigée depuis 2004 par Frédéric Carré, enregistre un chiffre d'affaires prévisionnel de 21,6 millions d'euros en 2025, et prévoit d'atteindre 24 millions d'euros en 2026. Une croissance soutenue par un carnet de commandes de 44 millions d'euros, représentant plus de deux années d'activité, un niveau largement supérieur aux standards habituels du secteur. Cette performance s'explique par un portefeuille client solide, composé pour les deux tiers d'acteurs publics, dont plusieurs marchés pluriannuels structurants. « Le Groupe Carré aborde les trois prochaines années avec une visibilité exceptionnelle, plus de 40 millions d'euros de commandes étant acquises. Cette dynamique reflète la confiance renouvelée de nos clients publics et privés ainsi que notre capacité à conquérir de nouveaux marchés », souligne Frédéric Carré, président du Groupe.

L'innovation au cœur de la stratégie industrielle

Pour accompagner cette dynamique, le Groupe investit dans des technologies de pointe. À Tournefeuille, son atelier principal sera bientôt équipé d'un combiné de découpe laser tôle et tube de dernière génération, dont la mise en service est prévue en novembre 2025. Cette installation permettra d'intégrer directement les fichiers numériques dans la chaîne de production, garantissant un gain de productivité significatif et une réduction des délais de fabrication. Le virage du numérique s'accompagne également d'une intégration progressive de l'intelligence artificielle dans plusieurs volets de l'activité, du traitement administratif à l'analyse des appels d'offres. Ces outils devraient générer des gains de temps estimés entre 30 et 35 %, tout en optimisant la gestion des projets. « Nous investissons dans l'innovation, à la fois dans une industrialisation de notre production par le numérique et en prenant le virage de l'IA. L'objectif est d'améliorer notre performance globale : faire mieux et plus vite, tout en optimisant les coûts », explique Charley Ferra, directeur général du Groupe Carré. Selon lui, ces investissements marquent une nouvelle étape dans la transformation industrielle de l'entreprise, en renforçant sa réactivité et sa capacité à répondre aux besoins spécifiques de ses clients.



“ Le virage du numérique s'accompagne également d'une intégration progressive de l'intelligence artificielle dans plusieurs volets de l'activité, du traitement administratif à l'analyse des appels d'offres. ”

Une gouvernance tournée vers la transmission

L'année 2025 sera également celle d'un tournant stratégique dans la gouvernance du groupe. L'entrée prochaine de Charley Ferra au capital de la holding illustre la volonté de consolider la continuité managériale et d'assurer la pérennité de l'entreprise familiale. Arrivé en 2017 comme conducteur de travaux, puis promu directeur général en 2023, il s'impose aujourd'hui comme un acteur clé du développement du groupe. Pour Frédéric Carré, cette décision symbolise une transition progressive et sereine : « Malgré le contexte sectoriel difficile, nous tenons le cap grâce à notre réactivité, à la technicité de nos équipes et à la solidité de notre organisation. Cette nouvelle étape vise à associer pleinement notre directeur général aux orientations stratégiques et à la conduite opérationnelle de nos filiales. Elle prépare aussi l'arrivée de la troisième génération, avec mon fils Martin, à l'horizon de la prochaine décennie. » Engagé de longue date dans la vie économique régionale,

Frédéric Carré est également président de la Fédération du BTP Occitanie, vice-président du Medef Occitanie, d'Action Logement Immobilier et de la CCI Toulouse Haute-Garonne. Une implication qui traduit sa volonté de défendre les métiers du bâtiment et de renforcer l'ancrage territorial du groupe. **Ancrage régional et vision d'avenir** Depuis un demi-siècle, le Groupe Carré a participé à la construction de nombreux édifices emblématiques du Grand Sud-Ouest : hôpitaux, collèges, infrastructures ferroviaires, bâtiments tertiaires ou logements collectifs. Cet ancrage fort dans le tissu économique local lui confère aujourd'hui une position de leader sur le marché régional de la métallerie. Avec des perspectives de croissance portées par des chantiers majeurs tels que la Ligne C du métro toulousain, le projet Nova à Nîmes ou la Tour Silva à Bordeaux, le groupe aborde la fin de la décennie avec sérénité. ■

FOCUS



PONCIN

Le groupe familial Poncin dévoile son plan stratégique 2030 pour consolider son leadership mondial dans le catamaran

Pionnier du nautisme français, le groupe familial Poncin annonce un vaste plan de développement à horizon 2030. Porté par Aurélien Poncin, ce projet prévoit plus de 130 millions d’euros d’investissements, la création de 14 nouveaux modèles et le renforcement de ses capacités industrielles en France comme à l’international. Une ambition claire se dessine : consolider le leadership mondial français dans l’univers du catamaran, en misant sur l’innovation, l’éco-conception et la solidité d’un modèle entrepreneurial familial.



De gauche à droite : David Etein, Aurélien Poncin et Boris Compagnon.

Fondé en 1974 par Olivier Poncin, le groupe est aujourd’hui piloté par son fils Aurélien. Cinquante ans après ses débuts, il figure parmi les leaders mondiaux du catamaran. Son histoire s’est construite par étapes : création de Poncin Yachts en 2002, rachat du site de Marans et de la marque Catana en 2003, lancement des Bali Catamarans en 2014, puis arrivée plus récente des marques YOT Power Catamarans (2023) et Seaty (2025). Chaque jalon correspond à une volonté d’anticiper les évolutions du marché. De la construction de voiliers de grandes traversées à la conception de catamarans à moteur, le groupe a su diversifier son portefeuille, jusqu’à ouvrir une nouvelle voie avec Seaty, des house-boats innovants conçus pour répondre à des usages résidentiels ou professionnels.

Un groupe structuré autour de Catana et de marques fortes

Aujourd’hui, le groupe familial Poncin contrôle Catana Group, coté en bourse, et s’appuie sur plusieurs marques qui ont chacune trouvé leur positionnement. Catana symbolise l’expérience, la fiabilité et la performance en navigation longue distance. Bali s’est imposé avec un concept novateur qui a bouleversé le marché des catamarans, grâce à ses espaces ouverts et ses innovations de design. YOT apporte une nouvelle dimension sur le segment des catamarans à moteur, tandis que Seaty introduit l’habitat flottant dans le paysage nautique. Au total, Catana Group a généré un chiffre d’affaires de 229 millions d’euros en 2023/2024. Ses 1 400 collaborateurs sont répartis sur quatre sites de production – Canet-en-Roussillon, Marans, El Haouaria en Tunisie et Aveiro au Portugal – ainsi que sur deux unités de menuiserie industrielle, à Rivesaltes et en Tunisie. Cette organisation intégrée assure une autonomie rare dans la fabrication de mobilier et un contrôle accru de la qualité.

Une décennie de croissance et de conquêtes industrielles

Les dix dernières années ont été particulièrement marquantes pour le groupe. Quinze modèles ont été lancés, Bali a franchi le cap des 1 000 catamarans livrés, et une nouvelle usine de 25 000 m² a été inaugurée au Portugal pour soutenir la montée en puissance de YOT.

En 2024, deux anniversaires sont venus symboliser cette dynamique : les 40 ans de Catana et les 10 ans de Bali. Le groupe célèbre aussi le lancement de Seaty, présenté comme une alternative durable et flexible à l’immobilier traditionnel, avec des modules flottants autonomes et configurables.

Le plan stratégique 2025-2030 : six axes pour un leadership mondial

Le programme présenté par Aurélien Poncin s’articule autour de six priorités : élargir la couverture de marché avec 14 nouveaux modèles répartis entre Catana, Bali, YOT et Seaty ; renforcer l’innovation en créant un pôle R&D de référence à Saint-Jean-d’Hermine ; accélérer le « time to market » grâce à un nouveau centre d’usage et de prototypage ; accroître la capacité industrielle, notamment à Canet-en-Roussillon et au Portugal ; renforcer la présence commerciale et les services en Amérique du Nord



Présentation du premier module Seaty, une nouvelle génération de house-boats autonomes et configurables, offrant une alternative innovante et durable à l’habitat traditionnel.

et en Méditerranée ; pérenniser le modèle entrepreneurial familial qui fait la singularité du groupe.

« Nous restons convaincus que notre modèle familial est une force. Il permet de prendre des décisions rapides, proches du terrain, tout en assurant une vision à long terme. C’est un gage de stabilité dans un secteur cyclique comme le nautisme », souligne la famille Poncin.

“ Nous restons convaincus que notre modèle familial est une force. Il permet de prendre des décisions rapides, proches du terrain, tout en assurant une vision à long terme. ”

Innovation et éco-conception au cœur du projet

À Saint-Jean-d’Hermine, en Vendée, le groupe prévoit de bâtir un pôle multi-activités de 55 000 m². Ce site abritera un centre de recherche et développement doté de laboratoires et d’ateliers de plus de 2 000 m². Son rôle : concevoir, tester et valider des matériaux et composants innovants, dans une logique d’éco-conception. Le groupe a déjà noué des partenariats technologiques dans des domaines variés : traitement des données, gestion énergétique, propulsion électrique ou encore hydraulique. Ce réseau sera élargi dans

les cinq prochaines années pour soutenir la créativité et la différenciation des futures gammes.

Un centre d’usinage de 13 000 m² complètera ce dispositif, en réduisant la dépendance aux sous-traitants et ➡

➡ en accélérant la production de moules et d'outillages. « Accélérer le temps de développement, c'est garantir une meilleure réactivité face aux attentes du marché », rappelle Aurélien Poncin.

Un outil industriel renforcé en Méditerranée et au Portugal

Le groupe continue de consolider son réseau de production. L'usine d'Aveiro, au Portugal, est désormais pleinement opérationnelle pour la fabrication des bateaux YOT. Avec 25 000 m² de surface et des équipements modernes, elle incarne une nouvelle étape dans l'industrialisation de la gamme moteur. En parallèle, un projet majeur est en cours à Canet-en-Roussillon. Sur un terrain de plus de 50 000 m² mis à disposition par Perpignan Méditerranée Métropole, une nouvelle usine de 25 000 m² sera construite pour accueillir la production d'unités de grandes tailles. À cela s'ajoute la modernisation du département composites de l'usine historique, avec la création d'un bâtiment de 3 000 m².

Offensive commerciale aux États-Unis et nouvelles bases en Méditerranée

Le plan stratégique met aussi l'accent sur la conquête commerciale. L'Amérique du Nord, marché clé du nautisme, représente une cible prioritaire. Un partenariat exclusif de distribution a été conclu avec Catamaran Guru, société américaine dans laquelle le groupe a pris 34 % du capital.



Canet-en-Roussillon, berceau industriel du groupe, appelé à se renforcer avec une nouvelle usine dédiée aux unités de grandes tailles.

Objectif : doubler les ventes d'ici à 2030 et compléter cette offensive par une offre de services renforcée, éventuellement par croissance externe. En Méditerranée, une marina dédiée aux catamarans sera développée à Leucate, sur un plan d'eau de 27 000 m². Cette nouvelle concession de 35 ans permettra d'accueillir environ 80 bateaux et de proposer des services comparables à ceux de Port Pin Rolland, tout en constituant une vitrine commerciale à proximité du site de Canet. À Port Pin Rolland, justement, une base de location Bali Catamarans Charter sera inaugurée avec une flotte de six bateaux. L'enjeu est double : répondre aux attentes des clients en matière de location et recueillir des retours d'expérience précieux pour orienter la conception des futurs modèles. Des valeurs familiales comme fil conducteur Au-delà des chiffres et des investissements, le groupe revendique son modèle entrepreneurial comme un facteur différenciant. Dans un secteur mondialisé et soumis à des cycles économiques parfois brutaux, il met en avant la force d'un management court, agile et fédérateur. « Le leadership mondial du catamaran français s'est construit sur des entrepreneurs capables de conjuguer vision et proximité avec le terrain. Nous voulons continuer à incarner cette tradition », insiste Aurélien Poncin. Ce socle de valeurs familiales, associé à une stratégie d'innovation et d'internationalisation, doit permettre au groupe Poncin de consolider durablement la place de la France comme référence mondiale du catamaran.

NOUVEAUX VISAGES

PRÉFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE

BAPTISTE MANDARD, NOMMÉ SECRÉTAIRE GÉNÉRAL



Par décret du 20 août 2025, Baptiste Mandard a été nommé secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne et sous-préfet de l'arrondissement de Toulouse. Diplômé de Sciences Po et de l'ENA, cet ancien conseiller au cabinet du Premier ministre succède à Serge Jacob. Il aura pour mission de coordonner les services de l'État sur un territoire en pleine croissance. Le préfet Pierre-André Durand a salué « l'engagement et la rigueur » de son parcours, soulignant l'importance de la continuité institutionnelle au service du département.

ENEDIS MIDI-PYRÉNÉES SUD

KARINE ASCARATEGUI, NOMMÉE DIRECTRICE RÉGIONALE



Enedis confie la direction de sa région Midi-Pyrénées Sud à Karine Ascarategui. Diplômée en commerce, elle a construit un parcours riche au sein de grands groupes comme Nestlé, GDF et EDF, avant de rejoindre Enedis en 2023. Sa mission : moderniser le réseau électrique, renforcer la résilience des infrastructures et accompagner la transition énergétique dans la Haute-Garonne, le Gers et l'Ariège. « Je souhaite rester proche du terrain et des équipes pour répondre aux attentes du territoire », souligne-t-elle.

YÉO FRAIS

BÉNÉDICTE ROLLAND, NOMMÉE DIRECTRICE GÉNÉRALE



Originaire de Carcassonne, Bénédicte Rolland prend la direction de l'industriel laitier toulousain YéO frais, succédant à Jérôme Servières. Forte d'une carrière dans les filières agricoles et agroalimentaires, notamment chez Arterris, elle ambitionne de consolider les liens entre producteurs et industriels dans un contexte de déprise laitière. Avec 240 collaborateurs et un chiffre d'affaires de 130 M€, elle entend conjuguer performance, innovation et responsabilité sociétale. « L'entreprise doit encourager la reprise des exploitations et défendre des partenariats équilibrés », affirme-t-elle.

URSCOP OCCITANIE PYRÉNÉES

NATHALIE PERROT, ÉLUE PRÉSIDENTE



Architecte et fondatrice de l'agence Enzo & Rosso, transformée en Scop en 2022, Nathalie Perrot a été élue à la tête de l'Union régionale des Scop Occitanie Pyrénées. Elle succède à Rémi Roux (Éthiquable) et souhaite renforcer la visibilité du modèle coopératif autour de trois axes : transformation, transmission et accompagnement des entreprises. Engagée pour une gouvernance participative et ancrée dans le territoire, elle préside également le Club des Entreprises du Muretain et milite pour une économie collaborative et résiliente.



Gérard Bertrand, pour l'amour des vignes

Gérard Bertrand,
Propriétaire des domaines Gérard Bertrand.

Gérard Bertrand, racontez-nous vos débuts dans le monde du vin ?

Je suis né et j'ai grandi au cœur des Corbières, et j'ai fait mes premières vendanges à l'âge de 10 ans avec mon père, Georges Bertrand, sur notre domaine familial, le Château de Villemajou, il y a cinquante ans. Mon père m'a transmis sa passion pour les terroirs du Sud de la France ainsi que son savoir-faire en viticulture, en vinification et en assemblage. Mais surtout, il m'a partagé sa vision de l'essor des vins du Languedoc et du Roussillon. Ce moment a été fondateur : j'y ai découvert le savoir-faire viticole et l'importance du lien entre la terre et les hommes. Après son décès prématuré, j'ai repris la direction du Château de Villemajou à 22 ans, avec la volonté de poursuivre son œuvre et de faire rayonner le Languedoc à travers ses vins. C'est ainsi qu'a débuté une aventure humaine que je continue de mener avec la même passion. Parallèlement, j'ai vécu de mon autre passion : le rugby. J'ai eu la chance de jouer au Racing Club Narbonnais, puis au Stade Français. J'ai appris sur le terrain les valeurs de performance et d'excellence que mes équipes et moi appliquons au quotidien dans toutes les étapes de vinification, de la vigne au consommateur final.

Aujourd'hui vous êtes propriétaires de 17 châteaux et domaines en Occitanie, racontez-nous votre ascension ?

Je suis resté fidèle à mes racines, dans les Corbières, là où tout a commencé au Château de Villemajou. Au fil du temps, j'ai réuni un ensemble de 17 domaines. Je les ai choisis les uns après les autres, chaque fois motivé par la beauté des lieux, la nature remarquable des sols et de la biodiversité. Chacun a sa personnalité et leur ensemble reflète la richesse et la diversité du Languedoc : de La Clape, à Limoux, du Minervois

aux Terrasses du Larzac, en passant par Boutenac ou encore Cahors. C'est une véritable mosaïque de terroirs, façonnée ici par le vent, là par la mer et la garrigue, qui exprime toute la complexité de notre région. Cultivés en biodynamie, tous nos domaines révèlent le meilleur d'eux-mêmes. Tout cela est un chemin de plus de 35 ans, parcouru pas à pas, avec la conviction que le Languedoc peut rivaliser avec les plus grands vignobles du monde.

Qu'est-ce que ce territoire a de particulier ?

Notre région est un territoire d'une richesse exceptionnelle, où la diversité des sols et des climats combinés avec les différents cépages permet d'élaborer tous les styles de vins : des blancs, des rosés, des rouges et même des vins orange mais aussi des vins effervescents, des vins doux naturels. La viticulture y est pratiquée depuis plus de 24 siècles. Cela fait partie de la culture du territoire. Nous jouissons ainsi d'une mosaïque ➡



Gérard Bertrand, fils de viticulteur, a conquis le monde avec ses vins. Ses vignobles qui s'étendent sur 980 hectares de vignes sont répartis sur 17 châteaux et domaines en Occitanie. Rencontre avec un homme passionné et passionnant.



© Souffiane Zaidi

LES VIGNOBLES
GÉRARD BERTRAND,
C'EST :

- / 980 hectares de vignes cultivées en biodynamie
- / 17 châteaux et domaines
- / 400 collaborateurs, avec des équipes partout dans le monde
- / 175 pays dans lesquels les vins sont distribués



© Gérard Bertrand

➡ unique qui offre une infinité de nuances et d'expressions. C'est aussi le premier vignoble bio de France, bénéficiant d'un climat sec, ensoleillé et venté, particulièrement favorable à une viticulture respectueuse de la nature et à la biodynamie. Et enfin, ce sont des femmes et des hommes qui chaque jour donnent le meilleur d'eux-mêmes pour, au travers de leurs vins, transmettre leur amour de ce territoire.

Qu'est-ce qui vous anime dans votre métier ?
D'un point de vue général, c'est l'aventure humaine qui m'anime. Et c'est aussi le souhait de porter les vins de notre région au plus haut niveau. Et, parmi tout le travail que cela suppose, c'est l'assemblage des vins que je préfère. C'est le moment où le vigneron devient véritablement créateur, en cherchant l'harmonie parfaite entre les différents cépages, terroirs et millésimes. Dans mon dernier livre « *Le Vin multidimensionnel* », j'écris que « *l'assemblage, c'est l'art d'unir des différences pour faire naître une émotion* ». C'est une quête d'équilibre et d'énergie, où l'intuition joue autant que l'expérience — le moment où le vin révèle l'âme du terroir et la trame particulière du millésime.

Vous avez à cœur dès 2002 de développer une viticulture en biodynamie. Expliquez-nous ?
C'est selon moi la pratique d'excellence pour élaborer de très grands vins portant en eux toutes les nuances de leur terroir. C'est par conviction que j'ai décidé d'adopter cette pratique. Au-delà de la démarche paysanne, j'ai la certitude que la nature et toute sa biodiversité méritent d'être considérées avec attention et précaution. Avec mes équipes, nous avons donc franchi le pas en 2002 sur le Domaine de Cigalus. D'une simple expérimentation sur 5ha, nous avons rapidement confirmé les bienfaits de la biodynamie sur la vigne et son écosystème et la qualité des raisins/ Nous avons donc commencé par convertir l'ensemble du vignoble de Cigalus à cette méthode culturelle avant de la généraliser sur nos 17 domaines soit 980 hectares.

Que signifie concrètement cultiver selon ces principes ?
La biodynamie est une pratique agricole qui consiste à se passer de toute chimie de synthèse pour travailler avec la nature et pas contre elle. Concrètement, cela veut dire accompagner le développement de la vigne avec des préparations naturelles à base de matière végétales, minérales et organiques apportées à chaque stade du cycle annuel selon le calendrier lunaire. C'est un engagement quotidien, exigeant, qui demande une observation permanente et une grande humilité face à la nature. Mais les résultats sont là : des vins vibrants, qui traduisent fidèlement l'énergie du terroir dont ils sont issus.

Vous êtes considérés comme le plus grand producteur de vin biodynamique du monde, est-ce une fierté ?
Nous sommes en effet arrivés au stade où nous avons la plus grande surface viticole certifiée Demeter au monde. C'est une fierté, bien sûr, mais surtout une responsabilité. Cela prouve qu'un autre modèle agricole est possible, conciliant agriculture et respect du vivant. Être pionnier à cette échelle nous oblige à continuer d'expérimenter, de transmettre et d'inspirer. C'est avant tout une réussite collective, portée par des équipes passionnées, expertes et engagées.

Aujourd'hui 830 hectares sur les 980 sont certifiés Demeter. Qu'est-ce que cela signifie ?
Cela signifie que l'ensemble de nos 980 hectares est cultivé en biodynamie, à des niveaux différents de certification selon les domaines. Aujourd'hui, 830 hectares ont achevé leur certification le reste est sur le point de l'accomplir. Certifier notre démarche selon le cahier des charges très exigeant de Demeter est très important. Avec des contrôles systématiques chaque année, les consommateurs sont assurés du respect des engagements.



© Souffiane Zaidi



© Geoffroy Lucas

Quels sont vos projets pour les années à venir ?
Nous souhaitons poursuivre et approfondir notre engagement en faveur de la nature, au sein de nos domaines et au-delà. Cela passe par nos efforts dans nos vignobles mais aussi au-delà, par des initiatives comme notre partenariat avec l'ONG internationale Oceana autour de notre cuvée La Grande Bleue. Ce projet illustre notre volonté de préserver les océans et de sensibiliser le grand public à la biodiversité marine. Plus largement, nous voulons continuer à inspirer, et aussi à innover tout en respectant les équilibres du vivant. C'est le cas par exemple au travers de nos différentes cuvées bio en vins orange ! 🍷



La Banque des Territoires encourage la dynamique de réindustrialisation de la France en accompagnant les collectivités locales et les industriels dans le financement de leurs projets d'aménagement, d'immobilier ou de transition écologique.

Contactez votre direction régionale à Toulouse au 05 62 73 61 30, et à Montpellier au 04 67 06 41 00

L'intérêt général a choisi sa banque



DÉCOUVREZ NOS SOLUTIONS D'INGÉNIERIE, DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

banquedesterritoires.fr
in @ @BanqueDesTerr



TRANSFORMER LE DUERP EN OUTIL STRATÉGIQUE, C'EST POSSIBLE AVEC PREVALY

MATHIEU LEROY
DIRECTEUR DE L'HÔTEL COURRIER SUD

Mathieu Leroy, directeur de l'hôtel Courrier Sud, s'est engagé dans un travail global autour de l'évaluation des risques suite à l'accompagnement individuel d'une salariée avec Prevaly. Une occasion de renforcer et de structurer le Document Unique (DUERP), souvent perçu comme une obligation administrative, mais qui peut devenir un véritable outil de pilotage de la prévention et un levier de performances. Retour sur cet accompagnement à travers le témoignage de monsieur Leroy.

Dans quel contexte avez-vous pris contact avec Prevaly ?

Prevaly est intervenu dans l'établissement suite aux difficultés rencontrées par une salariée souffrant de troubles musculo-squelettiques, causés par des gestes répétitifs, et exposée à une surcharge de travail à l'origine de risques psychosociaux. Lors d'une visite de pré-reprise, organisée pendant son arrêt de travail, le médecin du travail a émis des réserves quant à son retour. Cela a déclenché une étude de poste menée par un technicien en prévention des risques professionnels chez Prevaly. Cette première intervention a abouti à un accompagnement plus global, avec un travail de fond sur la prévention et la structuration du DUERP, jusqu'alors peu développé.

Comment s'est mis en place l'accompagnement ?

À la suite de l'étude de poste, le technicien de Prevaly a pris le temps d'observer les conditions de travail, d'identifier les risques concrets et d'échanger avec l'équipe. Il m'a ensuite proposé d'élaborer un document unique (DU) structuré, personnalisé et réellement utile au quotidien.

L'accompagnement s'est construit dans la durée : observations de terrain, propositions concrètes, allers-retours sur le contenu, jusqu'à la validation finale. Le technicien est resté présent tout au long du processus, tout en laissant à l'équipe la main sur la rédaction.

En pratique comment s'est passé la réalisation de votre DUERP ?

Conscient de l'importance du DU, j'ai choisi de prendre le temps nécessaire pour construire un outil de prévention réellement utile. Après un travail de fond, j'ai mobilisé l'équipe pour enrichir et valider les contenus. Cette démarche collective a permis de faire émerger des risques jusque-là invisibles d'un point de vue managérial, mais bien réels sur le terrain. L'accompagnement est allé au-delà du DUERP, en ouvrant la voie à des améliorations concrètes : achat d'une autolaveuse, de chariots adaptés. La chargée de missions accompagnements adhérents de Prevaly a donc pris le relais pour accompagner notre établissement dans sa recherche de financements. Un coup de pouce

précieux pour concrétiser les actions engagées et initier d'autres projets de prévention, dans une logique d'amélioration continue.

Est-ce que cette méthode a été performante ?

Incontestablement. J'ai apprécié l'approche de Prevaly, car elle part du terrain, du vécu des équipes. Le DU n'est pas un simple document à remplir, mais une vraie démarche structurée. Les effets concrets ont été rapides : l'autolaveuse a soulagé physiquement l'équipe, les chariots adaptés aussi. Des changements simples, mais efficaces. Au-delà du matériel, l'implication des salariés a renforcé la confiance, réduit les tensions. Nous avons même constaté une baisse des accidents du travail. De mon côté, ça m'a permis de structurer encore davantage ma manière de manager : écouter, dialoguer, anticiper les difficultés. C'est vraiment une démarche gagnant-gagnant. Aujourd'hui, je vois la prévention comme un levier de performance globale. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR DAPHNÉ DEGUINES



FAITES DE LA PRÉVENTION UN AVANTAGE CONCURRENTIEL

NOS ENGAGEMENTS

Dans une entreprise, on n'a pas de temps à perdre. C'est l'esprit des Services de Prévention et de Santé au Travail Interentreprises (SPSTI) : une offre socle claire et identique partout en France, livrée par des équipes locales qui connaissent vos métiers. Résultat : vous concentrez vos efforts là où l'impact est immédiat.

NOS SERVICES

Nos services sont certifiés par un organisme indépendant. La loi encadre la certification des SPSTI – qualité des prestations de l'offre socle, continuité de service, conformité RGPD, solidité des process – avec des niveaux progressifs qui garantissent l'amélioration continue.

NOTRE CHEVAL DE BATAILLE

Le point de départ, c'est le document unique (DUERP) : obligatoire dès le premier salarié, c'est votre « plan de vol » sécurité. Nos équipes vous aident à le bâtir, l'actualiser et le transformer en plan d'actions concret, priorisé et mesurable. Moins d'aléas, moins de coûts cachés, plus d'efficacité au quotidien.

NOS ACTIVITÉS

Enfin, parce que chaque atelier nous est unique, nous déployons des actions de sensibilisation à la prévention des risques professionnels – TMS, risques chimiques, RPS, gestes & postures, travail sur écran, etc. – chez vous ou en collectif pour des changements visibles en production et au bureau. Reliées à votre DU, ces actions créent une boucle vertueuse.

www.presanse-occitanie.fr



LE CEP : UN SERVICE POUR VOS SALARIÉS, UN LEVIER POUR VOTRE ENTREPRISE !

MARIE DELON
DIRECTRICE DE PROJET CEP

Le CEP, pour conseil en évolution professionnelle, permet d’accompagner les salariés à formaliser et à mettre en œuvre un projet d’évolution professionnelle. Ce service public gratuit, qui s’adresse à vos salariés, peut également devenir un levier stratégique pour votre entreprise. Explications avec Marie Delon, directrice de projet CEP en Occitanie.

Pouvez-vous me présenter le CEP ?

C’est un service délivré par Avenir Actifs et qui propose aux salariés de les accompagner dans leurs réflexions professionnelles en les aidant à clarifier leurs aspirations, à anticiper leurs évolutions de carrière et à les mettre en œuvre. Cela concerne tout type de projets : évolution interne, formation, création d’entreprise, VAE (validation des acquis de l’expérience), reconversion, recherche d’emploi... cela peut même être l’occasion de préparer son entretien professionnel.

LE CEP EN CHIFFRES

- Plus de 18 000 personnes sur l’année 2024 ont utilisé le CEP en Occitanie
- 151 conseillers
- 89 villes couvertes en Occitanie
- Plus de 127 sites lieux d’accueil pour recevoir les salariés
- 96% de bénéficiaires satisfaits

Comment se déroule le CEP ?

Un rendez-vous d’1h/1h30 est fixé avec un(e) conseiller(e). Ce premier rendez-vous permet à la personne d’être écoutée, d’exprimer sa demande, de prendre du recul, d’identifier ses priorités et ses objectifs et d’accéder à un premier niveau d’information par rapport à ses besoins, par exemple sur les métiers, les formations, les dispositifs de financement... Après ce premier rendez-vous, la personne peut poursuivre ses démarches en autonomie mais aussi solliciter d’autres rendez-vous si besoin.

Quels sont les avantages selon vous pour le salarié ?

Le premier avantage c’est la gratuité du service, mais aussi sa confidentialité. Le salarié peut le solliciter à tout moment de sa carrière professionnelle. Cela lui permet d’avoir un regard extérieur sur sa situation, d’explorer les possibles et de décider ou non de se lancer.

Quels sont les avantages selon vous pour l’entreprise ?

Les entreprises pensent souvent à tort que si elles abordent le sujet du CEP avec leurs salariés, ils risquent d’y trouver l’opportunité de quitter

l’entreprise. Mais c’est une idée reçue. Dans le cadre du CEP nous accompagnons certes des projets de mobilité externe, mais aussi de nombreux projets internes : par exemple en aidant le salarié à mobiliser son CPF pour se former en lien avec son emploi ou encore en préparant le salarié à candidater à un nouveau poste dans son entreprise. Le CEP peut aussi être utile pour anticiper les situations d’usure professionnelle, les situations de licenciement pour inaptitude ou pour motif économique, ou bien encore pour répondre à des situations de désengagement ou de démotivation. De mon point de vue, un salarié qui n’est plus épanoui sur son poste c’est un salarié qu’il faut accompagner plutôt que de vouloir à tout prix empêcher son départ.

Accompagner les départs plutôt que de les subir donc ?

Tout à fait, d’autant plus que les départs non anticipés peuvent désorganiser une entreprise et perturber la productivité. Un employeur qui accompagne les départs limite donc le coût des recrutements imprévus et de la perte de compétences. Un salarié qui veut partir - mais ne sait pas comment - risque de se démotiver, de ralentir sa productivité

(et parfois celle des autres) ou de créer des tensions. En allant voir le CEP, le salarié peut évoquer sa situation professionnelle et structurer un projet ; l’employeur peut ainsi éviter au salarié cette période d’incertitude pouvant être nuisible à l’entreprise et à l’équipe. Un départ bien accompagné permet au salarié de préparer sa transition sans précipitation et pour l’employeur c’est l’assurance d’une transmission efficace de ses missions. Et puis, de façon générale, un salarié qui quitte l’entreprise dans de bonnes conditions parlera en bien de l’entreprise autour de lui.

Quels messages souhaitez-vous faire passer aux chefs d’entreprise ?

Le CEP offre des solutions concrètes pour sécuriser les parcours des salariés, tout en pouvant être un outil

pour l’entreprise. En intégrant le CEP à sa stratégie RH, l’entreprise ne se contente plus seulement de répondre aux attentes individuelles de ses salariés : elle optimise sa gestion RH, réduit ses coûts liés au turnover ou aux départs soudains, tout en renforçant son image d’employeur responsable. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR DAPHNÉ DEGUINES

occitanie.avenir-actifs.org

Le saviez-vous ?

Les employeurs ont l’obligation d’informer leurs salariés sur le service CEP lors des entretiens professionnels !



MON CONSEIL
EN ÉVOLUTION
PROFESSIONNELLE

UN SERVICE POUR VOS SALARIÉS,
UN LEVIER POUR VOTRE ENTREPRISE

Contacts pour vos salariés :
09 72 01 02 03

Contacts pour les entreprises :
occitanie.avenir-actifs.org/entreprise





www.occitanie.avenir-actifs.org

64

65



UNE COMMUNICATION RSE PLUS PROCHE DU TERRAIN AVEC HECTOR LE COLLECTOR

VALENTIN FAMOSE
CO-FONDATEUR DE HECTOR LE COLLECTOR

Acteur de terrain aux ambitions nationales, Hector le Collector aide les entreprises à passer de la communication à l'action. En transformant la gestion des déchets alimentaires en levier d'engagement collectif, l'entreprise toulousaine apporte une réponse concrète aux organisations qui veulent donner du sens à leur stratégie RSE.

QUAND LA COMMUNICATION RSE CHERCHE À SE RECONNECTER AU RÉEL

La RSE s'est imposée dans le langage de toutes les entreprises. Les engagements se multiplient, les indicateurs s'affinent, les bilans extra-financiers se professionnalisent. Mais sur le terrain, une question reste en suspens : comment traduire ces engagements dans le quotidien des équipes et comment transformer une politique environnementale en gestes concrets, visibles et mesurables ? C'est précisément le défi qu'a choisi de relever Hector le Collector. Créée à Toulouse et désormais présente à l'échelle nationale, l'entreprise accompagne depuis plusieurs années les

acteurs économiques dans la mise en place de solutions de collecte et de valorisation des déchets alimentaires. Son approche repose sur une conviction simple : la RSE n'a de valeur que si elle se vit et se ressent sur le terrain. « *Les entreprises sont de plus en plus engagées, mais elles ont besoin de preuves concrètes. Nous les aidons à donner corps à leurs engagements, à travers des gestes simples et des résultats mesurables* » déclare Valentin Famose, co-fondateur d'Hector le Collector

Un diagnostic sur mesure, adapté à la vie de bureau

Ainsi, chaque accompagnement commence par un audit sur mesure, conduit directement sur site. Les équipes Hector observent les flux, identifient les points de production (cafétérias, espaces partagés, cuisines d'entreprise, zones de pause), puis évaluent les pratiques de tri existantes. Ce diagnostic révèle souvent des marges de progression importantes, mais aussi une réelle envie d'agir. L'audit permet d'élaborer une solution adaptée à la réalité de chaque structure, qu'il s'agisse d'une PME, d'une grande entreprise ou d'une administration publique. L'objectif ? Trouver le juste équilibre

entre la logistique, la sensibilisation et la capacité des équipes à s'approprier la démarche.

Sensibiliser pour embarquer les équipes

Une fois le dispositif défini, Hector procède à l'installation du matériel : bacs, affiches, signalétique et outils de communication interne. Mais la réussite du projet dépend avant tout de la pédagogie, puisque les équipes Hector animent des sessions de sensibilisation sur site, où les collaborateurs découvrent de façon simple et ludique le cycle de vie des déchets alimentaires, la logique de valorisation et les bénéfices environnementaux associés. Ces moments d'échange font naître une dynamique collective. Ainsi, le geste de tri devient un acte partagé, compris et valorisant. Mieux encore : les collaborateurs se sentent impliqués dans la démarche RSE de leur entreprise, et cette implication renforce leur sentiment d'appartenance. « *Nous avons récemment installé le collecteur Hector le Collector dans notre entreprise, et c'est une véritable révolution pour la gestion de nos déchets. En plus de cela, nous avons organisé une session du jeu Burger Quiz avec nos salariés, et c'était tout simple-*

ment hilarant ! Tout le monde a adoré, nous avons passé un excellent moment tout en apprenant plein de choses » indique Émilie M, Project Manager au sein du Groupe SNEF.

Collecter proprement, valoriser localement

Les collectes sont assurées en véhicules 100 % électriques, silencieux et adaptés aux zones urbaines. Les tournées s'intègrent facilement dans la vie des bureaux, sans perturber les horaires ou les flux de travail. Les biodéchets sont ensuite valorisés localement, en compost ou en énergie verte, grâce à un réseau de partenaires implantés en Occitanie. Ce modèle de circuit court permet de réduire les émissions liées au trans-

port tout en renforçant la logique territoriale.

À partir de là, les entreprises peuvent inscrire leur démarche RSE dans un cadre cohérent : local, mesurable, et aligné avec leur engagement carbone.

Mesurer, valoriser, communiquer

Hector fournit à chaque entreprise un rapport RSE détaillé, véritable outil de pilotage et de communication. Les données collectées — volumes de déchets alimentaires, émissions évitées, équivalents carbone, énergie produite — sont traduites en indicateurs concrets. Elles permettent d'alimenter les bilans extra-financiers, mais aussi de rendre visibles les efforts collectifs.



Affichés dans les locaux ou partagés en interne, ces résultats deviennent une source de fierté et un levier de communication positif. La RSE sort alors des bilans pour entrer dans la réalité quotidienne. Les entreprises peuvent démontrer, chiffres à l'appui, la portée de leurs engagements et la contribution réelle de leurs collaborateurs.

Suivre, ajuster, faire vivre la démarche

Une démarche RSE ne se décrète pas, elle s'entretient. C'est pourquoi Hector assure un suivi continu avec ses clients : bilans réguliers, ajustement des collectes, nouvelles sessions de sensibilisation ou formations pour les nouveaux arrivants. Cette approche permet d'inscrire la démarche dans la durée, et de faire évoluer les pratiques au rythme des équipes. Certaines entreprises intègrent même les actions de sensibilisation Hector dans leurs événements internes ou leurs programmes de formation, afin d'en faire un levier de cohésion durable. La RSE devient alors un véritable projet collectif, visible, mesurable et fédérateur.

RELIER COMMUNICATION, COHÉRENCE ET TERRITOIRE

En combinant ses cinq piliers — audit, installation, collecte, mesure et suivi — Hector le Collector aide les entreprises à relier stratégie RSE et réalité terrain. Le tri des biodéchets, souvent perçu comme un geste simple, devient aujourd'hui un vecteur de cohérence, un sujet de fierté et un atout d'image. Les entreprises de bureaux, déjà engagées dans la communication durable, y trouvent une façon concrète de rendre leurs messages crédibles. « *La RSE ne se vit pas seulement dans les rapports, elle s'écrit dans les gestes du quotidien, dans la cohérence entre ce qu'on dit et ce qu'on fait.* » conclut Valentin Famose. ■

www.hectorlecollector.fr

EN CHIFFRES

- **+ 600 entreprises accompagnées en France**
- **100 % véhicules électriques (camions et vélos)**
- **+ 1 000 tonnes de biodéchets valorisées chaque année**



PELRAS CONSULTING : L'INNOVATION AU SERVICE DES ENTREPRISES

ANTHONY MERLE
DIRECTEUR DES RELATIONS ET VENTES ENTREPRISES - PELRAS TOULOUSE

La concession PELRAS continue d'innover avec la création du label « PELRAS Consulting » représenté par une cellule dédiée à l'accompagnement des chefs d'entreprise dans leurs enjeux quotidiens. Anthony Merle, Directeur des Relations et Ventes Entreprises, revient sur cette initiative et sur la vision d'excellence qui anime la marque toulousaine.

Pouvez-vous nous présenter la démarche PELRAS Consulting ?

PELRAS Consulting est née d'une conviction simple : les dirigeants ont besoin de partenaires capables de comprendre leurs réalités économiques et d'y apporter des réponses concrètes. Notre ambition est de leur proposer une palette de services sur mesure, pensée pour les accompagner dans la gestion globale de leur entreprise. Le premier de ces services est un audit gratuit de flotte automobile, réalisé par des experts en gestion et fiscalité automobile. L'objectif ? Identifier les leviers d'optimisation financière, anticiper les évolutions réglementaires et devenir pour eux un référent naturel en matière de veille fiscale et stratégique.

En quoi cette initiative s'inscrit-elle dans l'esprit PELRAS ?

L'innovation fait partie de l'ADN de la concession, initiée par Roland Pelras et prolongée par Grégory Corbière. Depuis toujours, PELRAS ne se contente pas d'appliquer les standards du constructeur : nous cherchons à les dépasser, en imaginant des services qui anticipent les besoins de nos clients avant même qu'ils ne

les expriment. Avec PELRAS Consulting, nous franchissons une nouvelle étape : celle d'un partenariat à 360° avec les entreprises, où le conseil et la performance deviennent indissociables de la relation automobile.

Quel rôle jouez-vous dans cette dynamique ?

En tant que Directeur des Relations et Ventes Entreprises, ma mission est double : garantir un niveau de service irréprochable à nos clients professionnels et développer la part de marché BtoB de la concession. Mais au-delà des chiffres, il s'agit surtout d'inscrire notre action dans la durée : créer une véritable communauté d'entreprises partenaires, qui trouvent en PELRAS bien plus

qu'un distributeur : un allié stratégique pour tous services et toutes marques automobiles.

PELRAS est souvent perçue comme une concession à part. Qu'est-ce qui la distingue ?

C'est d'abord une culture : celle de l'exigence, de la proximité et du service sur mesure. Chaque collaborateur, qu'il soit conseiller commercial, technicien ou conseiller service, partage cette même volonté de placer le client au centre de toutes les attentions. Notre ambition n'est pas simplement de commercialiser des véhicules, mais de proposer une expérience globale, à la hauteur des exigences du groupe BMW. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR DAPHNÉ DEGUINES

“ L'esprit PELRAS, c'est cette capacité à innover sans cesse pour offrir à nos clients un niveau de service qui anticipe et dépasse leurs attentes. ”



LA CFA TOULOUSE-BLAGNAC, FORMER LES TALENTS EN SITUATION RÉELLE

THOMAS FANTINI
PRÉSIDENT DE LA CFA TOULOUSE BLAGNAC

La Cité des formations et des apprentissages Toulouse-Blagnac participe au rayonnement économique de la région en formant dans les conditions du réel les talents d'aujourd'hui et de demain ! Rencontre avec Thomas Fantini, président de la CFA Toulouse-Blagnac.

Vous venez d'inaugurer une épicerie solidaire dans la CFA. Expliquez-nous...

En effet, c'est une première dans un CFA. Cette épicerie solidaire baptisée « le rayon 31 » conçue en partenariat avec la Banque Alimentaire est ouverte à tout le campus blagnacais. Ainsi, apprentis et étudiants bénéficiaires peuvent faire l'ensemble de leurs courses alimentaires, d'hygiène et autres, à un tarif imbattable grâce aux achats négociés et aux dons dans une superbe boutique. Mais c'est également un magasin d'application pour toutes nos promotions des formations business et métiers de la vente. Les apprenants, en situation réelle, travaillent à l'accueil-réception des marchandises, la mise en rayon, la digitalisation de la vente avec le click and collect, le merchandising, la gestion. C'est parce qu'elle se nomme Cité des apprentissages que nous avons à cœur d'offrir à nos apprenants des espaces de formation pour déployer une pédagogie innovante. Notre « Rue du commerce » permet ainsi la mise en avant et la promotion de toutes nos formations au service de l'entreprise : informatique, commercialisation, administration, comptabilité-gestion... Utiliser les outils et lieux des entreprises, en notre sein, permet aux apprenants d'apprendre par le faire faire, en alternance

dans tous les métiers essentiels à l'entreprise et à son développement. Véritable hub de la formation pour le développement des compétences, toutes les passerelles permettent une promotion sociale et professionnelle du CAP au Bac + 3.

Autre nouveauté cette année, un labo pâtisserie a vu le jour ?

Notre objectif à la CFA, former nos apprentis dans les conditions du réel. Experts en desserts de restaurant, nous formons aujourd'hui aussi les pâtisseries de boutiques. C'est pourquoi, nous venons de créer un laboratoire avec les derniers équipements technologiques pour s'entraîner. Avec 47 formations orientant sur plus de 250 métiers, de la matière 1^{ère} avec les primeurs, à la mise en beauté et la théâtralisation du lieu de réception avec les fleuristes, ce sont tous les métiers des arts de la gastronomie qui sont mis à l'honneur. Au programme, sommellerie, mixologie ou encore le service pour sublimer l'accueil et l'art de la réception. Nos 5 laboratoires accueillent désormais les talents prometteurs de demain : pâtisserie de boutique, desserts de restaurant, glacier fabricant avec le MOF Stéphane Augé, crémier-fromager avec le MOF François Bourgon de chez Xavier, la plus grande formation de France en

mixologie avec 50 barmens, et encore les primeurs avec le MOF Eric Fabre.

Vos perspectives pour la suite ?

En tant qu'acteur économique de la ville, nous avons pour ambition de construire l'avenir sur ces métiers et ces branches professionnelles en formant les talents d'aujourd'hui et de demain. C'est la raison pour laquelle, nous ouvrirons en 2026 de nouvelles formations : poissonnier en partenariat avec les artisans poissonniers, chocolatier et boulanger. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR DAPHNÉ DEGUINES





DAL CIN & ASSOCIÉS : LE PARTENAIRE STRATÉGIQUE DES ENTREPRISES D'OCCITANIE

STÉPHANE DAL CIN
FONDATEUR DU CABINET DAL CIN & ASSOCIÉS

Avec une expertise pointue et une approche de proximité, Dal Cin & Associés, cabinet d'avocats d'affaires, accompagne les entreprises dans leurs projets stratégiques mais aussi leurs questions juridiques quotidiennes. Rencontre avec Stéphane Dal Cin, fondateur du cabinet.

UNE APPROCHE SUR-MESURE POUR LES CHEFS D'ENTREPRISE

Comment accompagnez-vous les dirigeants dans leur quotidien ?

Nous nous positionnons comme le référent juridique du chef d'entreprise. Notre cœur de métier englobe les opérations exceptionnelles, telles les cessions de sociétés, pour lesquelles nous maîtrisons le processus de bout en bout, depuis la lettre d'intention en passant par les audits préalables, la définition des conditions suspensives, puis la négociation du contrat de cession et de Garantie, et enfin la détermination du prix définitif. A ces opérations, sont souvent associées des missions d'optimisation patrimoniale des dirigeants, de levées de fonds et également de restructurations ou encore de fusions. Elles constituent un moment clé de la vie de l'entreprise qui est également l'occasion d'une remise à plat des règles de fonctionnement avec par exemple l'entrées de nouveaux associés, la mise en place ou la redéfinition d'un pacte d'actionnaires.

Et en cas de difficultés financières ?

Nous accompagnons également les

entreprises en période délicate, via des procédures préventives, telles que le mandat ad hoc. Ce dispositif confidentiel permet aux dirigeants de négocier des solutions amiables avec ses créanciers, à périmètre choisi et non subi, et surtout en toute discrétion.

Dans le cadre de ces missions, nous négocions tout d'abord des gels des principales échéances, telles les échéances bancaires, fiscales et sociales, le temps de poser un diagnostic clair sur la situation financière exacte de la société. Nous accompagnons ensuite le chef d'entreprise, aux cotés de l'ensemble de ses conseils, notamment ceux du chiffre, dans la mise au point d'une solution de redressement amiable, si besoin au moyen de restructurations, et à minima via un rééchelonnement des arriérés dans le cadre d'un protocole d'accord le plus souvent homologué par le Tribunal de Commerce. Il est important ici de souligner que nous pouvons obtenir des délais de paiement sur 24 mois, un rallongement des délais de remboursement des PGE pouvant aller jusqu'à 4 années supplémentaires, ce qui permet de donner une réelle bouffée d'oxygène à l'exploitation et un vrai nouveau départ à l'entreprise.

UNE RELATION DE PROXIMITÉ QUI FAIT LA DIFFÉRENCE

En quoi votre cabinet se distingue-t-il ?

Nous ne sommes pas un simple prestataire juridique. Nous devenons le conseiller, le bras droit et le confident du dirigeant. La proximité que nous entretenons avec nos clients nous permet de comprendre leurs besoins et de leur apporter des réponses précises, adaptées et pragmatiques. Nous cibons une expertise restreinte et pointue, garantissant ainsi une maîtrise parfaite des dossiers et 100 % de réussite.

Quels sont les piliers de votre accompagnement ?

Nos maîtres-mots sont réactivité, disponibilité, écoute et conseil. Nous construisons une relation durable et de confiance avec nos clients, laquelle est essentielle à la réussite de nos missions.

PROPOS RECUEILLIS PAR DAPHNÉ DEGUINES

DAL CIN & ASSOCIÉS

Immeuble Elypsis - 8 rue des 36 ponts
31400 TOULOUSE
05 34 31 13 49 • 06 76 78 57 78
s.dalcin@dalcin-associes.com

www.dalcin-associes.com



MALAKOFF HUMANIS INTENSIFIE LA LUTTE CONTRE LA FRAUDE EN SANTÉ

ANTHONY JABRE
DIRECTEUR INDEMNISATION ET MÉDICAL CHEZ MALAKOFF HUMANIS

Alors que la fraude met à mal la solidarité nationale et fragilise la soutenabilité du système de santé, Malakoff Humanis intensifie sa mobilisation. L'assureur mutualiste, qui a détecté près de 80 millions d'euros de fraudes en 2024, appelle à une évolution du cadre réglementaire pour un meilleur partage d'informations entre l'Assurance Maladie et les complémentaires santé pour rendre la lutte plus efficace et préserver la confiance dans notre modèle social.

Lutter contre la fraude n'est pas qu'une affaire de chiffres, c'est un enjeu de société. Chaque euro détourné fragilise notre système de protection sociale, met en péril la solidarité entre assurés et détruit progressivement la confiance dans notre système de sécurité sociale qui fête ses 80 ans. C'est aussi un enjeu financier majeur : la fraude coûte cher, elle pèse sur les cotisations des entreprises et des assurés, et c'est donc collectivement que nous en supportons le poids.

Chez Malakoff Humanis, cette lutte est une priorité de longue date. Depuis plus de dix ans, nous mobilisons des équipes pluridisciplinaires – une cinquantaine d'experts, dont des médecins, dentistes et opticiens conseils – épaulés par des algorithmes de détection toujours plus performants. En 2024, cette vigilance a permis de stopper près de 80 millions d'euros de fraudes, soit une progression de 40 % en un an. Nous déposons désormais systématiquement plainte, comme en témoignent les plus de 350 dossiers transmis à la justice ces derniers mois. La mobilisation paie. Face à une fraude qui s'industrialise, nos résultats prouvent que la détermination et la technologie peuvent faire la différence.

Mais nous pouvons – et devons – aller plus loin. Le cadre actuel ne permet pas de pleinement mutualiser les efforts. Aujourd'hui, le partage d'informations entre l'Assurance Maladie obligatoire et les complémentaires santé reste limité par un cadre réglementaire inadapté. Lorsqu'une fraude massive est détectée par l'Assurance Maladie, les complémentaires l'apprennent par la presse. Et quand un organisme complémentaire identifie un acte frauduleux, le remboursement par le régime obligatoire peut continuer. Cette impossibilité de coopérer affaiblit l'efficacité collective du dispositif. Une anomalie, alors même que les gains potentiels sont considérables : près de 2,4 milliards d'euros pourraient être détectés chaque année – 1,4 milliard pour l'Assurance Maladie et 1 milliard pour les complémentaires santé.

Cette coopération accrue reposerait sur deux évolutions majeures :

- Reconnaître aux organismes complémentaires une véritable mission de lutte contre la fraude, inscrite dans les textes ;
- Autoriser l'échange réciproque d'informations sur les dossiers suspects, dans un cadre strictement éthique et sécurisé.

Dans un contexte de fortes tensions budgétaires, il est légitime – et urgent – de s'assurer que chaque euro est utilisé à bon escient. Lutter contre la fraude, c'est agir pour la soutenabilité de notre système de santé, au même titre que la maîtrise du coût des soins ou la prévention. C'est aussi une exigence morale : chaque fraude nuit à tous, en remettant en cause le principe de mutualisation qui fonde notre modèle de protection sociale.

Alors qu'un projet de loi sur la lutte contre la fraude est prêt à être discuté au Parlement, il est essentiel de rappeler que protéger notre système de protection sociale, ce n'est pas stigmatiser. C'est agir avec éthique, responsabilité et transparence pour préserver un bien commun auquel les Français sont profondément attachés.

Chez Malakoff Humanis, cette conviction guide notre action depuis plus de dix ans. Nous continuerons d'investir, d'innover et de coopérer pour que le système de santé ne soit pas la victime silencieuse de la fraude.

Car lutter contre la fraude, c'est défendre la pérennité de notre modèle social.



UN LIEU UNIQUE EN PLEINE NATURE POUR SÉMINAIRES ET ÉVÉNEMENTS D'ENTREPRISE

CAROLINE DE CAMBIAIRE
PROPRIÉTAIRE DES MAISONS D'HALTE EN COCAGNE

À Marzens, au cœur du Tarn, Halte en Cocagne réunit cinq demeures d'exception dans un cadre verdoyant à seulement quarante minutes de Toulouse et d'Albi. Rencontre avec Caroline de Cambiaire, propriétaire et fondatrice du domaine, qui a fait de l'art de recevoir une véritable philosophie.

Comment est née l'aventure Halte en Cocagne ?

Tout a commencé en 2007 avec la rénovation du gîte de Ségur. Nous voulions redonner vie à une vieille bâtisse en pierre, dans le respect du patrimoine local, raconte Caroline de Cambiaire. Le succès rencontré par cette première maison nous a encouragés à poursuivre. Peu à peu, nous avons restauré d'autres demeures du pays de Cocagne, toutes différentes mais avec un même fil conducteur : le charme, la nature et le confort. Aujourd'hui, le domaine réunit cinq maisons – le gîte de Ségur, la Bastide des Tourelles, le Domaine d'en Maury, l'Héritier et La Bélonie – un ancien hameau du XVIII^e siècle entièrement rénové et inauguré en 2024.

Qu'est-ce qui en fait un lieu privilégié pour les entreprises ?

Nos maisons offrent un cadre propice à la réflexion, à la cohésion et à la créativité. Avec 50 chambres réparties sur un rayon d'un kilomètre, Halte en Cocagne peut accueillir des groupes de 12 à 80 personnes. Chaque maison dispose de salles de réunion modulables équipées de vidéo-projecteurs, écrans interactifs, wifi (plus un amphithéâtre de 30 places à la Bélonie) ainsi que d'un espace bien-être avec spa, hammam ou jacuzzi.

Vous proposez également des activités pour renforcer la cohésion d'équipe ?

Oui, c'est l'un de nos atouts majeurs. Nous concevons des séjours entièrement sur mesure avec notre réseau de partenaires : chefs à domicile, traiteurs, vignerons, professeurs de yoga, animateurs d'escape game... Les entreprises peuvent combiner réunions, moments de détente et activités de team building. C'est une expérience à la fois productive et conviviale.

Quels sont les loisirs disponibles sur place ?

Nous disposons d'un grand choix d'équipements : piscines intérieure et extérieure, courts de tennis, padel, volley, bouldrome, baby-foot, ping-pong... Les activités peuvent être sportives, ludiques ou gastronomiques. Nous nous adaptons à chaque groupe.

En quoi Halte en Cocagne se distingue-t-elle d'autres lieux de séminaire ?

D'abord par l'authenticité et la qualité des restaurations : chaque maison a été rénovée avec soin pour préserver son histoire tout en offrant un confort moderne. Ensuite, par notre service personnalisé : chaque maison est entièrement privatisée, ce qui permet aux équipes de se sentir vraiment

“comme à la maison”. Enfin, nous accordons une grande importance à la démarche environnementale : matériaux locaux, gestion raisonnée des ressources, valorisation du patrimoine rural. Tout est pensé pour conjuguer sens, sérénité et efficacité.

Quel est, selon vous, le secret d'un séminaire réussi ?

Créer du lien. Les entreprises viennent ici pour réfléchir, se recentrer, imaginer ensemble l'avenir... Mais aussi pour partager des moments simples et authentiques. C'est cela, l'esprit Halte en Cocagne : charme, confort et déconnexion dans un esprit maison de famille.

PROPOS RECUEILLIS PAR DAPHNÉ DEGUINES

www.halteencocagne.fr



OPTEZ POUR L'OCCITANIE POUR VOS PROCHAINS ÉVÉNEMENTS PROFESSIONNELS !

La filière MICE du Comité Régional du Tourisme et des Loisirs Occitanie propose une offre complète aux organisateurs d'événements professionnels : un réseau d'experts en événementiel, des hébergements équipés de salles de séminaire, des palais des congrès, des prestataires d'activités incentive/team building, ainsi qu'une sélection de lieux d'exception privatisables.



L'équipe MICE Occitanie vous conseille gratuitement pour imaginer un événement unique avec ses partenaires : séminaire, congrès, soirée de gala ou team building. Véritable porte d'entrée vers la destination, nous vous orientons vers des prestataires triés sur le volet, capables de créer une expérience marquante et alignée avec vos objectifs. Dans la brique rose toulousaine, sous le ciel bleu de Montpellier, au cœur de l'héritage romain du Pont Gard, ou encore dans la cité de Carcassonne, créez vos événements dans un écrin exceptionnel. Dans l'atmosphère raffinée d'un château, la quiétude d'un domaine viticole ou l'originalité d'un hébergement insolite, les collaborateurs peuvent profiter d'un dîner aux saveurs locales issues de la filière qualité, lors d'une soirée ponctuée d'animations inoubliables spécialement imaginées pour fédérer les équipes.

Cap sur Toulouse et la Cité de l'Espace

Pour marquer les esprits avec un événement tourné vers l'innovation et la créativité, direction la Cité de l'Espace. Votre projet porte des valeurs d'initiative, d'audace et de dépassement ?

Privatisez l'Astralia ou le Pavillon des Expositions et offrez à vos invités une immersion totale dans l'univers spatial. Ne manquez pas l'expérience LuneXplorer : 40 minutes pour ressentir physiquement un décollage, un alunissage et le retour sur la Lune. En quatre temps forts — hall de préparation, salle de briefing, embarquement dans la capsule et lancement — vos participants se glissent dans la peau d'astronautes. Cette aventure sensorielle et pédagogique, ancrée dans l'actualité spatiale, se conclut par un temps d'échange riche en émotions. Prêts pour le décollage ?

Découvrez La Grande Motte sous un angle inédit

Et si, après avoir tutoyé les étoiles, vous regroupiez vos collaborateurs en mer ? Pour des groupes jusqu'à 120 personnes, une parenthèse originale à bord d'un catamaran, pour une balade en mer, une soirée, un cocktail ou une partie de pêche. Depuis la mer, laissez-vous surprendre par la skyline emblématique de la ville, faite de pyramides audacieuses inspirées de l'architecture précolombienne. Découvrez comment l'architecte en chef de la ville, Jean Balladur, a réussi

à faire sortir sa ville des sables tout en l'inscrivant parfaitement dans le paysage. Un cadre dépaysant et inspirant, idéal pour renforcer les liens, stimuler la cohésion et créer des souvenirs d'équipe... en toute légèreté.

Occitanie, votre terrain de jeu événementiel

Qu'il s'agisse d'embarquer vos invités pour une mission spatiale, de les convier à une escapade en pleine nature ou de les accueillir dans un cadre patrimonial d'exception, l'Occitanie transforme chaque rendez-vous en expérience inoubliable. Ici, l'innovation côtoie l'authenticité, et chaque rencontre devient une histoire à partager. Avec l'accompagnement de l'équipe MICE Occitanie, il ne vous reste plus qu'à choisir la destination... et à laisser la magie opérer.

Abonnez-vous à la newsletter MICE Occitanie :



David David débarque à Toulouse avec *Result*



David David, l'artiste contemporain connu internationalement grâce à ses sculptures représentant un homme qui cache sa tête dans un seau de peinture a dévoilé son œuvre monumentale baptisée *Result* sur les allées Jules-Guesde à Toulouse. Cette création monumentale face au célèbre Muséum d'Histoire Naturelle interroge sur notre époque... Rencontre.

Result

Allées Jules-Guesdes
Toulouse
daviddavid.fr

David David, vous avez installé une œuvre monumentale baptisée « Result » à Toulouse, pouvez-vous nous la présenter ?

Après plus de quatre années de réflexion, d'échanges et de travail artistique intense, « Result » voit enfin le jour. Ce projet d'envergure a nécessité une collaboration étroite avec la mairie de Toulouse et les architectes des Bâtiments de France pour trouver un emplacement idéal, répondant aux exigences techniques et architecturales. L'œuvre, dont le poids avoisine les deux tonnes, est composée de quatre sculptures monumentales en bronze avec une patine en vert-de-gris, mesurant entre 0,70 m et 3,50 m de hauteur.

Qu'est-ce qu'elle représente ?

Elle représente, en quatre étapes distinctes de son évolution, un homme semblant sortir de terre, la tête dans

un seau, coupé de l'effervescence de la société. À son dernier stade, cet homme, en posture de marche, paraît entièrement absorbé par son Smartphone. C'est une invitation à la réflexion sur une société en perpétuel mouvement, marquée par un individualisme croissant et une évolution fulgurante.

Ce n'est pas la première fois que vous offrez au public des œuvres visibles dans la ville.

C'est le cas au Cannet, à Antibes... qu'est-ce qui vous intéresse dans cette manière de « partager » votre art aux yeux de tous ?

L'espace public est pour moi une galerie à ciel ouvert accessible à tous, que ce soient les enfants, les plus anciens..., mais aussi pour tous ceux qui n'osent pas rentrer dans une galerie. C'est une manière différente de dialoguer ➡





➡ avec le grand public, d'offrir un instant de répit et une invitation à la réflexion au cœur du tumulte quotidien. J'aspire à ce que mon art suscite questions, émotions, débats, et ne laisse personne indifférent.

Votre signature c'est un homme représenté avec la tête dans un seau, qui est cet homme et qu'est-ce que cela veut dire ?

Cet homme est mon alter ego en action avec un seau sur la tête. Le seau est devenu le style, symbolisant l'ignorance volontaire et les excès de la vie moderne. Avec les années, les sculptures ont donné leur propre message et émotion, allant au-delà de la simple représentation pour inviter à une réflexion plus profonde sur notre société.

Où puisez-vous votre inspiration ?

J'ai toujours été fasciné par les arts visuels. J'ai développé très tôt une sensibilité artistique nourrie par l'observation de mon environnement. Mon inspiration est inhérente à ma sensibilité, mon parcours de vie, toutes mes expériences vécues et à ma vision du monde et du présent. J'aime observer les autres, les interactions, l'évolution de la société. Et je suis animé par le désir de provoquer une réflexion sur les enjeux contemporains.

À part à Toulouse, où peut-on voir vos œuvres en ce moment ?

Dans les espaces publics libres d'accès, vous pouvez retrouver mes œuvres à Antibes au port Vauban, au conservatoire de musique, devant la mairie du Cannet, et à l'aéroport de Nice. Il y a aussi actuellement une toute nouvelle exposition dans le magnifique Golf Old Course de Cannes - Mandelieu.

Quels sont les autres projets sur lesquels vous travaillez en ce moment ?

Mes œuvres seront présentes à l'international avec la galerie Got au salon Art Basel de Miami en décembre 2025 mais aussi en Australie à Sydney en 2026. Pour la France, j'ai la chance de collaborer avec le leader français de l'éclairage public et du mobilier urbain pour lequel j'ai redessiné la célèbre fontaine Wallace et j'ai également retravaillé le banc Hector Guimard. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR DAPHNÉ DEGUINES

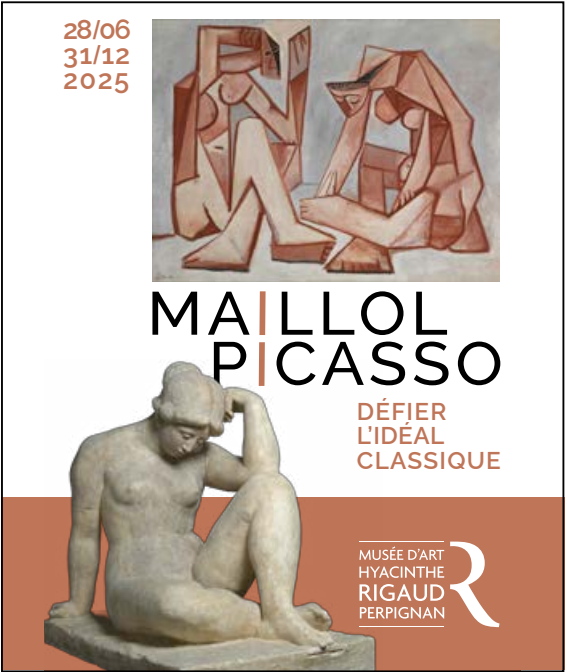


“L'espace public est pour moi une galerie à ciel ouvert accessible à tous, que ce soient les enfants, les plus anciens..., mais aussi pour tous ceux qui n'osent pas rentrer dans une galerie..”

LES EXPOS

À NE PAS MANQUER EN OCCITANIE

MAILLOL-PICASSO, DÉFIER L'IDÉAL CLASSIQUE



Le musée d'art Hyacinthe Rigaud accueille l'exposition « Maillol-Picasso, défier l'idéal classique ». Vingt ans séparent les deux artistes, de même qu'un métier qui est celui de sculpteur pour Maillol, de peintre pour Picasso, mais l'un comme l'autre se sont essayés à toutes les techniques. De la sculpture à la peinture en passant par la gravure, il s'agit de retrouver les points de convergences esthétiques et techniques des deux artistes.

Perpignan
Jusqu'au 31 décembre
musee-rigaud.fr

JAPON, HISTOIRES DE CARACTÈRES

Organisée dans le cadre de la 4^{ème} édition de la Quinzaine du Japon en Occitanie, dont l'ambition est de célébrer et renforcer les relations franco-japonaises, l'exposition « Japon, histoire de caractères » invite à une découverte de la culture nippone à travers son écriture. L'exposition qui a lieu retrace l'évolution graphique de l'écriture japonaise à travers le travail de quatre artistes : Masaki Saito, l'un des rares à pratiquer le Tenkoku, la gravure de sceaux ; Yoko Amiel, spécialiste de Sôsho, la calligraphie cursive ; Unokichi Tachibana, spécialiste de l'écriture Edo-moji ; et Taro Fukushima, artiste de la nouvelle génération pratiquant la calligraphie contemporaine, le Fudemoji-art.

Figeac
Jusqu'au 4 janvier 2026
musee-champollion.fr



LA MODE EN MAJESTÉ, HABITS DE PRESTIGE DE LA RENAISSANCE JUSQU'AU XIX^e SIÈCLE



Quand l'étoffe des rois reprend forme : entrez dans le faste de l'Histoire ! Costumes somptueux et robes d'exception, recréés par la maison Ducs et Dentelles, renaissent sous vos yeux au cœur du Palais-Musée des Archevêques de Narbonne.

Narbonne
Jusqu'au 22 février 2026
narbonne.fr

QUAND LA MÉMOIRE RENCONTRE L'HISTOIRE 50 ANS DE COLLECTIONS

Dans le cadre des 50 ans de la création du premier musée de la Résistance et de la Déportation à Toulouse, le Musée Départemental de la Résistance et de la Déportation de la Haute-Garonne présente l'exposition Quand la Mémoire rencontre l'Histoire.

Toulouse
Jusqu'au 8 mars 2026
haute-garonne.fr



DISCO

Carré d'Art – Musée d'art contemporain, présente l'exposition Disco de l'artiste Vivian Suter, précédemment dévoilée au MAAT à Lisbonne et au Palais de Tokyo à Paris. Comme pour chaque occurrence de l'exposition, les centaines de toiles réalisées ces dernières années sont réagencées de manière libre et spontanée en fonction de l'architecture des lieux. Elles s'accumulent et se superposent sur toute la hauteur des murs, flottent dans le vide, sont suspendues à des structures ou s'amoncellent à même le sol. Les toiles viennent dialoguer à Nîmes avec l'architecture de Norman Foster pour proposer une nouvelle immersion au regardeur. Un ensemble de collages réalisés par Elisabeth Wild, la mère de l'artiste (1922-2020), complète l'exposition.



Nîmes
Jusqu'au 29 mars 2026
carreartmusee.com

EN SAVOIR PLUS
musees-occitanie.fr

Vaincre[®] LE CANCER

NOUVELLES RECHERCHES BIOMEDICALES

**PRENONS UNE LONGUEUR D'AVANCE SUR LE CANCER
QUI RESTE LA 1^{ÈRE} CAUSE DE MORTALITÉ PRÉMATURÉE EN FRANCE**



Carole BOUQUET, actrice, réalisatrice, scénariste

AIDEZ NOS CHERCHEURS À SAUVER VOS VIES

Chaque année, 400.000 nouveaux cas de cancer, tout type confondu, sont dépistés.

Statistiquement, il y a un peu plus de 1000 nouveaux malades par jour, parmi lesquels 600 vont guérir et 400 vont mourir.



VAINCRE LE CANCER - NRB

Hôpital Paul Brousse
12/14, avenue Paul Vaillant-Couturier
94800 VILLEJUIF
www.vaincrelecancer-nrb.org
contact@vaincrelecancer-nrb.org

Rejoignez le combat, donnez sur
vaincrelecancer-nrb.org

SERVICE MÉCÉNAT

01 80 91 94 60

Coût d'un appel local

RETROUVEZ-NOUS SUR



En Marge Étape gastronomique

Créé dans un corps de ferme du XIX^e, l'hôtel restaurant En Marge propose une cuisine inventive raffinée. Ici les produits nobles -homard, truffe, foie gras- sont travaillés à la perfection par le chef Frank Renimel, aussi propriétaire des lieux. Ne manquez pas le réputé cassoulet revisité qui met à l'honneur la région et aussi les soirées à thèmes autour de la truffe, du chocolat, des coquillages et crustacés en autres qui raviront à coup sûr les palais aguerris.

↔ **1204 route de Lacroix-Falgarde**
31320 Aureville
restaurantenmarge.com



Halles de la Cartoucherie Une Place du Marché qui s'agrandit et expérimente

Sur 3 000 m², la Place du Marché décline une géographie culinaire populaire et métissée, entre patrimoines d'Occitanie et saveurs du monde. Vingt-cinq stands servent du matin au soir, épaulés par des bars engagés dans les circuits de proximité et par le restaurant « Le Refuge » côté Halle Sud. Depuis la rentrée de septembre 2025, six nouvelles enseignes rejoignent l'offre : Coolquillettes, Shali, Maître Ramen, Bobine, Mezcal et Ekylibre, tandis que le restaurant d'application La Source monte en mezzanine pour passer au service à table.

↔ **10 place de la Charte des Libertés**
Communes
31000 Toulouse
halles-cartoucherie.fr



A.MAR Expérience iodée à Toulouse

Depuis fin juin, un nouveau restaurant de poissons et fruits de mer s'est installé à Saint-Cyprien. Aux commandes, Marine et Mathias, en couple dans la vie et en affaires ont imaginé A.MAR un jeu de mots entre

« aimer » et « mer » en espagnol. Chez A.MAR, le poisson et les produits de la mer sont à l'honneur. À midi, une formule courte qui change toutes les trois semaines, en suivant les saisons : salade de poulpe aux agrumes, ceviche d'espadon au Bloody Mary, gambas flambées au Ricard... Le soir, place aux tapas maritimes et à l'apéro-huîtres.

↔ **8 place de l'Estrapade**
31000 Toulouse
📍 a.martoulouse



Miranove Le nouveau restaurant gastronomique avec vue

Perché au 7^e étage, le restaurant panoramique vous convie à une expérience culinaire raffinée. Les grandes baies vitrées offrent une vue imprenable sur les berges du Lez, pour des déjeuners, goûters, dîners et soirées d'exception. Au 6^e, retrouvez le rooftop bar pour une ambiance plus décontractée parfaite pour profiter d'un cocktail ou partager des tapas.

↔ **455 avenue du Professeur Etienne Antonelli**
34070 Montpellier
miranove.com



Manine le nouveau spot gourmand du marché Saint-Cyprien

Des produits du marché, des vins nature et de la convivialité. Voici la recette du café Manine. Ouvert très récemment, ce restau situé aux abords des halles de Saint-Cyprien succède au Bistrot des Halles. La cheffe Marie Lacourt propose une cuisine inventive avec des formules le midi, des assiettes à partager le soir et un déjeuner en menu unique le week-end. Pour l'ambiance, Manine offre une programmation musicale axée sur les vinyles le week-end et des soirées à thème.

↔ **17 place Roguet**
31000 Toulouse
cafemanine.fr

SAVE THE DATE
LES FORCES ECONOMIQUES S'ENGAGENT

Soirée des **VOEUX**

JEUDI 15 JANVIER 2026
18h30 | MEETT - TOULOUSE



CFA TOULOUSE BLAGNAC



**L'APPRENTISSAGE
UN ATOUT
POUR VOTRE ENTREPRISE**

300 MÉTIERS
DANS VOS SECTEURS CLÉS

✱ 47 formations, du CAP au BAC +3 :

Gastronomie et Arts de la cuisine
Pâtisserie de boutique et de restaurant
Fromager, Primeur, Glacier

Hôtellerie et Hospitalité
Arts du service en restauration
Mixologie et métiers du bar
Événementiel & Traiteur
Art floral

Services aux entreprises
Gestion des organisations
Activités commerciales et Business
Comptabilité et Gestion
Entreprenariat

✱ Formez vos forces vives de demain
en bénéficiant d'avantages financiers

✱ Un accompagnement personnalisé
pour recruter votre salarié



**Cité des
Formations & des
Apprentissages**
TOULOUSE • BLAGNAC

www.cfablagnac.org



Groupe Promologis

Le Groupe Promologis, qui occupe le premier rang de l'habitat abordable et durable en Occitanie, s'est renforcé avec la filialisation de La Cité Jardins en 2024.

Avec en son sein **IzySyndic**, **Maisons Claires**, **La Cité Jardins** et **Promologis**, le Groupe intègre tous les métiers pour accompagner les locataires, les publics spécifiques et les accédants à la propriété dans leur parcours de vie résidentiel.



Résidence Les Belles Rives - Toulouse



Cité internationale de l'Université de Toulouse - Toulouse

Les équipes du Groupe réunissent près de **600 collaboratrices et collaborateurs**.

Leur vocation : construire, gérer et réhabiliter un parc de près de **40 000 logements**, au service de 90 000 habitants dans près de 300 communes d'Occitanie.

Le Groupe Promologis livrera plus de **7 000 nouveaux logements** dans la région d'ici fin 2027.



Résidence Place des arts - Frontignan

Notre mission, faciliter l'accès au logement abordable pour les habitants d'Occitanie, accompagner la forte dynamique de croissance économique et démographique du territoire régional, en répondant aux exigences de la **transition environnementale en matière de logement** et dynamiser et aménager les territoires aux côtés des collectivités locales.